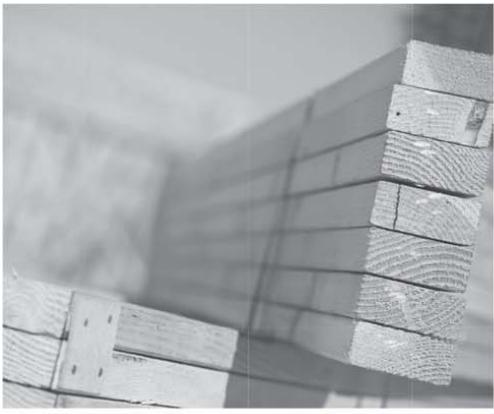




# Rapport annuel 2014



## RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

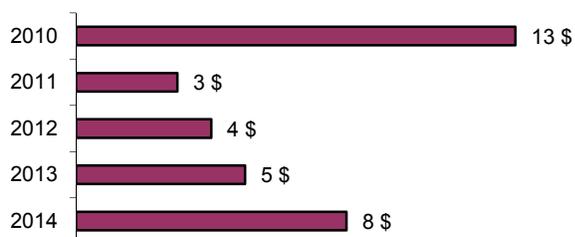
(en milliers de dollars sauf pour les montants par action)

Des exercices terminés le 30 novembre,

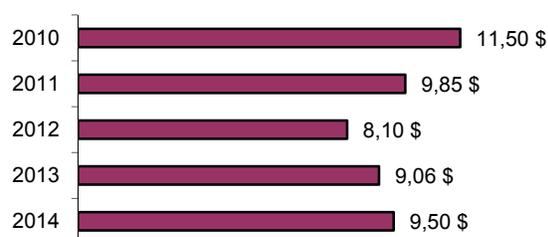
### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	2014 IFRS (15 mois)	2013 IFRS (Révisé)	2012 IFRS	2011 IFRS	2010 PCGR
Chiffre d'affaires	610 587 \$	483 485 \$	500 688 \$	466 809 \$	504 477 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	11 128 \$	7 307 \$	6 063 \$	4 231 \$	18 097 \$
Bénéfice net	8 125 \$	5 279 \$	4 355 \$	3 003 \$	12 663 \$
- par action	0,96 \$	0,62 \$	0,51 \$	0,35 \$	1,48 \$
Fonds autogénérés (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts et intérêts payés)	15 228 \$	9 681 \$	8 304 \$	7 078 \$	13 753 \$
- par action	1,79 \$	1,14 \$	0,97 \$	0,83 \$	1,60 \$
Capitaux propres	119 486 \$	117 138 \$	116 036 \$	113 904 \$	116 102 \$
- par action	14,05 \$	13,77 \$	13,57 \$	13,29 \$	13,54 \$
Prix de l'action	9,50 \$	9,06 \$	8,10 \$	9,85 \$	11,50 \$
Dividendes payés par action	0,65 \$	0,35 \$	0,20 \$	0,40 \$	0,90 \$

#### BÉNÉFICE NET (millions \$)



#### PRIX DE L'ACTION



## TABLE DES MATIÈRES

Message du président du

Conseil d'administration aux actionnaires.....	2
Message du président aux actionnaires.....	3
Rapport de gestion.....	4
États financiers et notes .....	18
Administrateurs et dirigeants.....	43
Bureaux de ventes et centres de distributions.....	44

### SIÈGE SOCIAL

225, rue Goodfellow  
Delson (Québec)  
J5B 1V5  
Canada



#### Réunion annuelle des actionnaires

La réunion annuelle des actionnaires aura lieu le 14 avril 2015, à 11 h au siège social de Goodfellow inc., 225 rue Goodfellow, Delson (Québec).

Sans frais: 1-800-361-6503

Tél.: 450-635-6511

Télec.: 450-635-3729

info@goodfellowinc.com

www.goodfellowinc.com

## **MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX ACTIONNAIRES**

---

L'année qui s'achève aura marqué la fin d'une époque chez Goodfellow avec la retraite, le 30 novembre 2014, de monsieur Richard Goodfellow. Ce dernier a consacré sa carrière au service des clients de la Compagnie. Soulignons tout particulièrement sa contribution au cours des vingt-cinq dernières années à titre de Président et chef de la direction. Monsieur Goodfellow a joué un rôle déterminant pour assurer à la Compagnie le statut de leader qu'elle détient dans la distribution et la transformation de produits du bois. Je me fais le porte-parole du Conseil pour le remercier chaleureusement et pour lui offrir nos meilleurs vœux dans cette nouvelle étape de sa vie.

Aussitôt informé de la décision de monsieur Richard Goodfellow de prendre sa retraite, le Conseil d'administration a embauché une firme réputée de recrutement de cadres pour l'aider à choisir un successeur et a demandé à son Comité de rémunération de rencontrer les candidats que ce défi intéressait.

Le Conseil d'administration de Goodfellow inc. a choisi monsieur Denis Fraser pour occuper le poste de Président et chef de la direction à compter du 1er décembre 2014. Pendant sa carrière, monsieur Fraser a acquis une vaste expérience tant au plan administratif que stratégique dans la production et la distribution de biens manufacturés. Ses premiers mandats dans la fabrication, le marketing, la planification stratégique et le développement corporatif lui ont permis d'accéder à des postes de direction supérieure.

Au cours des cinq dernières années, il a piloté la division québécoise du Groupe Deschênes, un leader canadien de la distribution de produits de plomberie, de chauffage et de climatisation.

Au début de sa carrière, il a travaillé dix-huit ans chez Imperial Oil au cours desquels on lui a confié toujours plus de responsabilités dans la production et la distribution. Par la suite, il a passé huit ans chez ArcelorMittal où il a occupé plusieurs fonctions de direction, tout particulièrement celle de président et chef des opérations Mittal Canada.

M. Fraser est diplômé de l'École Polytechnique en plus de détenir un MBA de l'Université McGill. Il a également suivi le programme de direction supérieure du Kellogg School of Management.

M. Fraser, avec la collaboration de l'équipe de direction de l'entreprise, procédera à une révision de la stratégie de Goodfellow pour permettre à celle-ci de continuer à prospérer dans l'univers changeant de la distribution.

En terminant, je voudrais exprimer toute la reconnaissance du Conseil d'administration pour les efforts consentis par le personnel de l'entreprise au cours de la dernière année financière.



Claude Garcia  
Président du conseil d'administration  
11 février 2015

## RAPPORT DU PRÉSIDENT AUX ACTIONNAIRES

---

Goodfellow a réalisé des progrès en 2014. Bien que notre niveau de profitabilité demeure insatisfaisant, nous avons enregistré une amélioration de 20 % du bénéfice avant impôt durant les douze derniers mois. Nos ventes ont atteint la barre des 500 millions de dollars, en croissance de 3,8 % en dépit des conditions de marché plutôt difficiles. Les marges brutes sont demeurées, pour l'essentiel, au même niveau. Les gains réalisés sur les produits à valeur ajoutée ont été contrebalancés par une faiblesse persistante de la demande de produits de commodités. L'industrie de la construction continue d'afficher une croissance faible ou nulle partout au pays et les tensions déflationnistes touchant plusieurs de nos produits s'avèrent une réalité que nous devons surmonter. Toutes nos réalisations sont le fruit d'efforts soutenus pour accroître notre position dans le marché.

Un démarrage particulièrement lent en 2014 nous a beaucoup préoccupés. Tous les secteurs liés à l'industrie de la construction ont affiché des déficits importants par rapport à l'année précédente pour la période s'échelonnant de janvier à avril. Le niveau d'activités s'est heureusement redressé considérablement et nous avons terminé l'année à un rythme record. Le lent démarrage a eu des répercussions, la concurrence s'est intensifiée, et il en a découlé beaucoup de pression sur les marges. Les bénéfices importants réalisés pour les produits à valeur ajoutée ont pu redresser la situation concernant le bois d'œuvre et la distribution des produits de planchers durant le premier trimestre et le début du second trimestre. Nous sommes heureux que notre récent investissement dans le centre d'exploitation de bois franc à Drummondville rapporte des dividendes. Nous avons une installation de premier ordre qui a contribué à stimuler de façon considérable nos activités d'exportation aux États-Unis et plusieurs clients à l'échelle mondiale. Nous continuerons à déployer des efforts concertés dans l'élaboration de cette possibilité.

La croissance de la rentabilité s'explique en grande partie par les efforts accomplis pour contenir l'augmentation des coûts. Les dépenses de distribution et de fabrication ont augmenté de seulement 1,3 % pour la période de douze mois et les frais de vente et d'administration ont augmenté de 2,4 %, entraînant ainsi une amélioration des marges d'exploitation. Tout en recherchant des occasions de croissance, nous continuerons à concentrer toutes nos énergies sur la réduction et le contrôle des coûts. Nous prévoyons que notre marché intérieur subira une pression continue sur les marges et des coûts d'exploitation concurrentiels s'avèrent donc une priorité.

Le changement dans notre exercice financier consiste à reporter la fin de l'exercice au 30 novembre et il a pour objectif de placer les activités perturbatrices de fin d'année dans nos périodes non achalandées. Nous avons déjà connu plusieurs perturbations de service clientèle reliées à ces activités, et nous croyons que novembre sera une période plus propice pour la clôture de notre exercice.

### 2015 et au-delà

La modernisation, la croissance et l'excellence sont trois thèmes qui saisissent l'essence même de nos priorités en 2015.

Une période riche en améliorations de la productivité visant une structure optimisée de coûts s'ouvre devant nous. Sous le thème de la modernisation de notre Société, nous aborderons tout d'abord les limites de notre système d'information. La réorganisation n'a pas seulement pour but d'améliorer la productivité et d'éliminer des tâches à faible valeur ajoutée partout dans notre organisation, mais tout aussi important, elle ouvrira la voie à de nouvelles possibilités aptes à porter notre service clientèle vers de nouveaux sommets, et ce, au bénéfice de nos clients et pour rehausser notre compétitivité.

Nous ciblons également des investissements dans nos activités de fabrication. Nous pouvons améliorer la productivité, supprimer les obstacles qui contraignent notre niveau de production et limitent les ventes en mettant beaucoup plus d'accent sur la qualité de notre production. L'excellence opérationnelle constitue la pierre angulaire de notre calendrier pour améliorer nos résultats et nous pourrions y arriver en ayant recours aux meilleurs outils pour soutenir nos employés dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes.

J'ai commencé mon mandat par une visite complète de nos exploitations à l'échelle du pays. J'ai rencontré la majorité de nos employés dans des séances de discussion ouvertes, obtenant ainsi directement leurs commentaires. Je suis impressionné par le dévouement, la détermination et les compétences de nos employés. De plus, ils ont tous approuvé le programme pour le changement, ont fait plusieurs suggestions et ont affirmé leur appui. Je profite de cette occasion pour remercier tous les employés de leur contribution en 2014.

Le 30 novembre 2014, Richard Goodfellow a pris sa retraite après 42 ans de service et plus de 25 ans à la tête de notre Société. Nous lui sommes très reconnaissants pour l'héritage considérable qu'il nous a légué. Goodfellow est un chef de file notoire dans son domaine et est en bonne position pour réussir la prochaine étape de son expansion. Au nom du conseil d'administration et des employés, je tiens à remercier Richard pour sa grande contribution. Nous lui souhaitons une retraite longue et heureuse.



Denis Fraser  
Président et chef de la direction  
11 février 2015

## **RAPPORT DE GESTION**

---

### **INFORMATION FINANCIÈRE PROSPECTIVE**

*Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés de Goodfellow inc. (« la Société ») ont été approuvés par le Comité de vérification et le Conseil d'administration le 11 février 2015. Ce rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés et ses notes complémentaires pour l'exercice de quinze mois clos les 30 novembre 2014 et de douze mois clos le 31 août 2013. Ce rapport de gestion présente une revue des développements et résultats importants de l'exploitation de la Société pour l'exercice de quinze mois clos les 30 novembre 2014 et de douze mois clos le 31 août 2013. Ces états financiers consolidés clos les 30 novembre 2014 et 31 août 2013 ont été préparés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.*

*Ce rapport de gestion contient des prévisions implicites ou explicites ainsi que des déclarations prospectives sur les objectifs, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation et les activités de la Société. Ces déclarations sont prospectives dans la mesure où elles sont fondées sur des attentes au sujet des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités et sur diverses estimations et hypothèses. Ces attentes nous semblaient raisonnables au moment de rédiger ce rapport. Il peut toutefois arriver que nos résultats réels diffèrent significativement de nos attentes si des risques connus ou inconnus affectent nos résultats ou si nos estimations ou hypothèses s'avèrent inexactes. C'est pourquoi nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives. Ce rapport de gestion fournira un aperçu de notre performance antérieure ainsi que des stratégies futures et des indices de performance clés tels que perçus par l'équipe de direction de la Société. La Société dénie toute obligation de mettre à jour ou de réviser ces déclarations prospectives, sauf dans les cas prévus par toute loi applicable.*

*De l'information additionnelle au sujet de la Société, comme la circulaire d'information annuelle et le rapport annuel, peut être consultée sur le site internet de SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com)*

### **CHANGEMENT DE DATE DE FIN D'EXERCICE**

La Société a divulgué plus tôt dans l'année que la date de la fin de son exercice financier passerait du 31 août au 30 novembre. Ce changement entre en vigueur pour l'exercice financier débutant le 1<sup>er</sup> septembre 2013. Ce changement de fin d'exercice financier correspond d'avantage avec la réalité de notre distribution saisonnière et devrait réduire nos frais d'exploitation encourus durant la période estivale très active. La plupart des variances présentées plus bas s'expliquent par l'addition d'un cinquième trimestre à l'exercice financier. De plus, la période du cinquième trimestre du 1<sup>er</sup> septembre 2014 au 30 novembre 2014 sera comparée à la même période terminée le 30 novembre 2013 et représentant le premier trimestre de l'exercice financier de 2014. L'addition du cinquième trimestre sera divulguée dans l'analyse présentée dans ce rapport de gestion.

### **MESURES NON CONFORMES AUX PCGR**

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés), le rendement sur l'avoir des actionnaires et les capitaux propres par action sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Le ratio de la dette sur le capital représente la dette consolidée sur capitaux propres totaux. Le ratio de couverture de la dette comprend la dette bancaire réduite des montants de trésorerie et équivalents de trésorerie. La direction considère qu'il s'agit d'information utile pour les investisseurs avertis désirant évaluer la capacité de la Société à générer des fonds.

### **VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ**

Goodfellow inc. est l'un des plus importants distributeurs et manufacturiers indépendants de produits de bois et de plancher de bois franc dans l'Est du Canada. La Société est active dans les domaines de la distribution en gros, le ré-usinage de produits de bois, la distribution et le courtage de bois. La Société vend à plus de 7 000 clients dans trois secteurs principaux, soit les secteurs industriels, manufacturiers et de commerce de détail. La Société exploite 12 centres de distribution, 8 usines de transformation au Canada et 1 centre de distribution aux États-Unis.

La vigueur de la Société repose essentiellement sur une force de vente expérimentée, une diversification exceptionnelle de sa gamme de produits, un service à la clientèle exceptionnel et une équipe de gérants de produits expérimentés qui savent saisir les bonnes occasions d'achats. Ainsi, la réussite de notre modèle de gestion réside dans l'attention accordée aux produits à valeur ajoutée avec un éventail diversifié de produits, dans l'offre de services de qualité à nos clients et dans les solides relations que nous entretenons avec nos fournisseurs clés.

### **PERFORMANCE GLOBALE**

Au cours de l'année financière 2013-2014, l'objectif principal de la direction a été de maintenir la croissance des ventes et le contrôle rigoureux des marges tout en accroissant notre part de marché avec l'introduction et la recherche d'occasions pour de nouveaux produits. Notre concentration sur les lignes de produits à valeur ajoutée a continué à être à l'avant-plan de notre stratégie fondamentale. La direction a maintenu les coûts d'exploitation alignés avec la variabilité de la situation économique. Au cours de l'exercice 2014, les ventes de bois d'œuvre ont poursuivi leur progression avec une demande accrue pour les produits de bois franc et nos efforts pour conserver et accroître notre part de marché dans notre réseau de distribution en gros dans tous nos marchés traditionnels de bois d'œuvre. La Société a consolidé avec succès sa capacité de production avec l'acquisition de l'usine de Drummondville et de séchoirs. De plus, la promotion de notre nouvelle ligne de produits Trus Joist® (introduite antérieurement au cours de l'exercice 2012) a pris son élan en 2014 et nous avons réussi à acquérir des marchés de distribution supplémentaires en Ontario.

Les conditions économiques au cours de l'exercice 2014 ont débuté sur une note positive au premier trimestre avec des résultats de bénéfice net amélioré malgré une légère baisse des ventes en raison d'un marché de l'habitation au ralenti au Canada et des prix plus bas pour le bois d'œuvre et les panneaux. Cette légère baisse des ventes a été compensée par une économie plus robuste aux É.-U. et des activités d'exportation croissantes. Le deuxième trimestre, le trimestre hivernal traditionnellement lent, est demeuré au même niveau que le trimestre correspondant en ce qui a trait aux ventes, mais nos efforts pour contrôler les coûts et les harmoniser avec les variations économiques ont entraîné une amélioration des profits. Le bénéfice net au cours de ce deuxième trimestre s'est traduit par une amélioration de 0,6 million \$ par rapport au trimestre précédent. Pour le troisième trimestre, les ventes ont baissé de 3 %, principalement en raison du ralentissement des activités au Québec résultant de l'élection provinciale, l'arrivée tardive du printemps affectant les ventes des produits saisonniers et la demande réduite de notre groupe de détaillants. Le quatrième trimestre a vu les ventes augmenter de 6 %, reflétant ainsi une solide performance de notre division de l'Ontario et la croissance des produits de bois d'œuvre à valeur ajoutée. Enfin, pour le cinquième trimestre (en raison du changement de la fin de l'année financière) les ventes ont crû de 12,8 % par rapport à la même période, il y a un an, particulièrement en raison de notre solide présence dans le marché, d'offres accrues de produits dans toutes les régions du Canada et d'une demande accrue de nos détaillants.

La moyenne mensuelle totale des mises en chantier au Canada a baissé de 0,3 % à 191 100 unités (Source : SCHL) au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014 par rapport à 191 800 unités pour les douze mois clos le 31 août 2013. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport à la devise américaine a affecté nos marges pour les produits provenant des É.-U. La valeur moyenne du dollar canadien s'est affaiblie dans la dernière partie de l'exercice 2014. Ainsi, durant les quinze mois clos le 30 novembre 2014, le taux de change moyen du dollar canadien a été de 1,0858 comparativement au taux de 1,0108 de l'exercice 2013.

#### INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE (en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	<b>2014</b> <b>(15 mois)</b>	2013 (12 mois) Révisé	2012 (12 mois)
Chiffre d'affaires	<b>610 587 \$</b>	483 485 \$	500 688 \$
Bénéfice l'impôt sur le résultat	<b>11 128 \$</b>	7 307 \$	6 063 \$
Bénéfice net	<b>8 125 \$</b>	5 279 \$	4 355 \$
Actif total	<b>195 847 \$</b>	187 186 \$	188 288 \$
Dette à long terme	<b>692 \$</b>	112 \$	-
Dividendes en argent	<b>5 529 \$</b>	2 977 \$	1 708 \$
Rachat d'action	-	14 \$	515 \$
<b>PAR ACTION ORDINAIRE</b>			
Bénéfice net par action de base et dilué	<b>0,96 \$</b>	0,62 \$	0,51 \$
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés)	<b>1,79 \$</b>	1,14 \$	0,97 \$
Capitaux propres	<b>14,05 \$</b>	13,77 \$	13,57 \$
Prix de l'action	<b>9,50 \$</b>	9,06 \$	8,10 \$
Dividendes en argent	<b>0,65 \$</b>	0,35 \$	0,20 \$

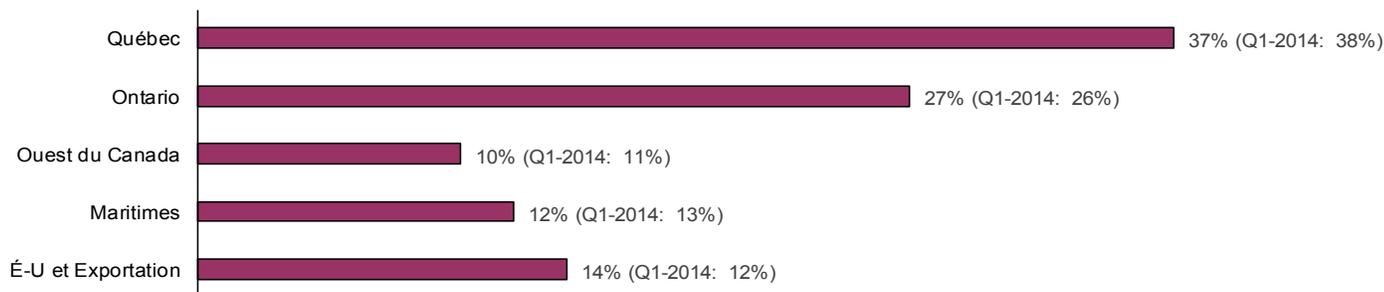
#### COMPARAISON DES TROIS MOIS CLOS LE 30 NOVEMBRE 2014 ET 30 NOVEMBRE 2013

<b>FAITS SAILLANTS POUR L'EXERCICE FINANCIER DES TROIS MOIS CLOS LE 30 NOVEMBRE 2014</b>	<b>Q5-2014</b>	Q1-2014	Variance %
Chiffre d'affaires	<b>124 542 \$</b>	110 366 \$	+12,8%
Bénéfice avant impôt sur le résultat	<b>1 787 \$</b>	1 642 \$	+8,8%
Bénéfice net	<b>1 493 \$</b>	1 166 \$	+28,0%
Bénéfice net par action de base et dilué	<b>0,18 \$</b>	0,14 \$	+28,6%
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés)	<b>3 001 \$</b>	1 940 \$	+54,7%
Dette bancaire moyenne	<b>52 127 \$</b>	29 596 \$	+76,1%
Moyenne des inventaires	<b>100 328 \$</b>	86 166 \$	+16,4%

Au Canada, les ventes au cours du cinquième trimestre de l'exercice 2014 ont augmenté de 8,7 % par rapport à la même période, il y a un an, principalement en raison de notre solide présence dans le marché, d'offres accrues de produits dans toutes les régions du Canada et d'une demande accrue de nos détaillants. Les nouvelles mises en chantier totales mensuelles ont baissé de 3,3 % pour s'établir à 190 700 unités en moyenne (Source : SCHL) pour les trois mois clos le 30 novembre 2014 comparativement à 197 300 unités pour les trois mois correspondants l'an dernier. Les prix du marché des produits de panneaux au cours du cinquième trimestre se sont situés en moyenne à de plus hauts niveaux que pour la même période l'an dernier. L'indice moyen « Random Length » des prix composites des panneaux structuraux a augmenté de 8 % au cours des trois mois clos le 30

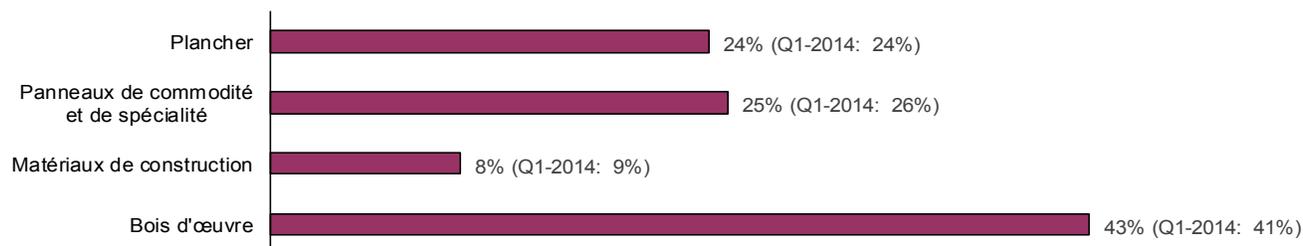
novembre 2014 par rapport à la période correspondante l'an dernier. Les ventes au Québec ont augmenté de 8,3 % en raison de la forte demande des détaillants. Cet accroissement des ventes a été atténué par une demande plus faible de notre groupe de manufacturiers / industrie. En Ontario, les ventes ont cru de 16 %, influencées par de fortes ventes de produits de plancher, des lignes de produits à valeur ajoutée et par l'augmentation des ventes de panneaux au cours du cinquième trimestre. Les ventes de la région de l'Atlantique ont augmenté de 5,4 % en raison des conditions économiques améliorées et d'une demande améliorée pour les lignes de produits à valeur ajoutée durant ce même cinquième trimestre. Dans l'Ouest canadien, les ventes ont augmenté de 4,7 %, affectées par une forte demande pour les produits composites de terrasse et la solide performance de nos équipes de vente en Alberta et en Saskatchewan au cours de ce cinquième trimestre de l'exercice 2014.

### Distribution géographique des ventes pour le cinquième trimestre clos le 30 novembre 2014



Aux États-Unis, au cours du cinquième trimestre clos le 30 novembre 2014, les ventes se sont accrues de 39 % en dollar canadien comparativement à la même période l'an dernier en raison de l'amélioration des conditions économiques, de l'accroissement des mises en chantier et de la demande croissante pour les lignes de produits à valeur ajoutée. Avant conversion, les ventes en dollars américains ont augmenté de 29 % par rapport à l'an dernier. Le marché de l'habitation des États du Nord-Est a pris son élan au cours du cinquième trimestre et selon le US Census Bureau, les nouvelles mises en chantier ont augmenté de 6 % au cours des trois mois clos le 30 novembre 2014, comparativement au trimestre correspondant l'an dernier. Le taux de change moyen USD/CAD a augmenté de 7,5 % (1,1184 c. 1,0399 l'an dernier) au cours du cinquième trimestre de l'exercice 2014. Enfin, les ventes à l'exportation ont connu une croissance de 35 % au cours de ce cinquième trimestre de 2014 par rapport à la même période l'an dernier, principalement en raison de la demande accrue pour les produits à valeur ajoutée en Asie et en Europe.

### Distribution des ventes par produits pour le cinquième trimestre clos le 30 novembre 2014



Chacun des facteurs énumérés précédemment a eu une plus ou moins grande incidence sur notre chiffre d'affaires. Les ventes de produits de plancher et de spécialité au cours du cinquième trimestre clos le 30 novembre 2014 ont augmenté de 13 % par rapport à la période correspondante l'an dernier. La croissance des ventes de produits de plancher résulte d'une amélioration de la demande de nos détaillants. Les ventes de panneaux de spécialité et de commodité ont augmenté de 5 % au cours de ce trimestre par rapport à l'an dernier. La demande pour les produits de panneaux a été affectée par des prix au marché accrus pour le contreplaqué structurel par rapport au trimestre correspondant l'an dernier. Les ventes de matériaux de construction ont augmenté de 1 % au cours de ce cinquième trimestre par rapport à la même période l'an dernier. Cette amélioration des ventes de matériaux de construction est due à la croissance générée par les produits composites de terrasse par rapport à celles des trois mois clos le 30 novembre 2013. Enfin, les ventes de bois d'œuvre pour ce cinquième trimestre de l'exercice 2014 se sont accrues de 18 % par rapport à la période correspondante l'an dernier. Les ventes de bois d'œuvre ont été fortes en raison de la croissance des ventes de bois traité, de la solide demande pour les produits de bois franc et pour les poutres de bois d'ingénierie.

### Coût des produits vendus

Pour le cinquième trimestre de l'exercice 2014, le coût des produits vendus s'élevait à 101,6 millions \$ comparativement à 89,1 millions \$ pour la période correspondante l'an dernier. Le coût des produits vendus a augmenté de 16 % par rapport à la période correspondante l'an dernier, reflétant ainsi les ventes supérieures au cours du cinquième trimestre. Les coûts totaux du fret et de la logistique ont baissé de 2 % par rapport à la période correspondante l'an dernier. En pourcentage de ventes, les coûts totaux du fret ont baissé de 1 % par rapport à cette période de l'an dernier. Le prix d'achat moyen de l'essence et du diesel a baissé d'environ 5 % pour cette période par rapport à celle close le 30 novembre 2013. Les profits bruts ont augmenté de 7,8 % au cours du cinquième trimestre clos le 30 novembre 2014 par rapport à l'an dernier alors que les marges brutes sont passées

de 19,3 % à 18,4 % en raison de la concurrence accrue pour les ententes de distribution et le dollar canadien plus faible par rapport à la devise américaine.

#### Coûts liés aux ventes, à l'administration et aux frais généraux

Pour le cinquième trimestre clos le 30 novembre 2014, les coûts liés aux ventes, à l'administration et aux frais généraux s'élevaient à 20,5 millions \$ comparativement à 19,2 millions \$ pour la période correspondante l'an dernier. Les coûts liés aux ventes, à l'administration et aux frais généraux ont augmenté de 6 % par rapport au cinquième trimestre de l'an dernier en raison des dépenses variables accrues de main-d'œuvre, de l'accroissement de stock de produits à valeur ajoutée et de l'augmentation des dépenses corporatives non récurrentes.

#### Coût du financement net

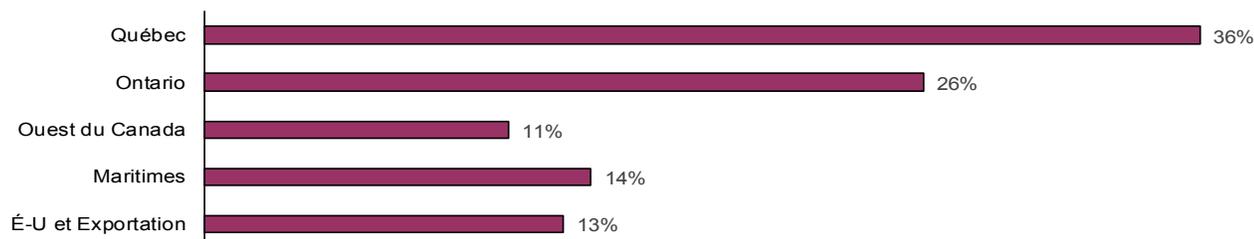
Pour le cinquième trimestre de l'exercice 2014, les coûts du financement net s'élevaient à 0,7 million \$ (0,4 million \$ l'an dernier). Le taux préférentiel canadien est demeuré inchangé à 3,0 % au cours de ce trimestre. Le taux préférentiel moyen des É.-U. n'a pas bougé par rapport à l'an dernier où il s'élevait à 3,25 % pour ce cinquième trimestre. La dette bancaire moyenne au cours du cinquième trimestre de l'exercice 2014 s'élevait à 52,1 millions \$ par rapport à 29,6 millions \$ l'an dernier pour la période correspondante. La valeur moyenne des stocks pour ce cinquième trimestre de l'exercice financier 2014 était de 100,3 millions \$ comparativement à 86,2 millions \$ pour la période correspondante l'an dernier.

### COMPARAISON DES EXERCICES FINANCIERS DE QUINZE MOIS CLOS LE 30 NOVEMBRE 2014 ET DOUZE MOIS CLOS LE 31 AOÛT 2013

FAITS SAILLANTS POUR L'EXERCICE FINANCIER DES QUINZE MOIS CLOS LE 30 NOVEMBRE 2014	2014 (15 mois)	2013 (12 mois) Révisé	Variance %
Chiffre d'affaires	610 587 \$	483 485 \$	+26%
Bénéfice avant impôt sur le résultat	11 128 \$	7 307 \$	+52%
Bénéfice net	8 125 \$	5 279 \$	+54%
Bénéfice net par action de base et dilué	0,96 \$	0,62 \$	+55%
Fonds de roulement de l'exploitation (excluant la variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement, impôts payés et intérêts payés)	15 228 \$	9 681 \$	+57%
Dette bancaire moyenne	51 413 \$	46 499 \$	+11%
Moyenne des inventaires	97 936 \$	85 014 \$	+15%

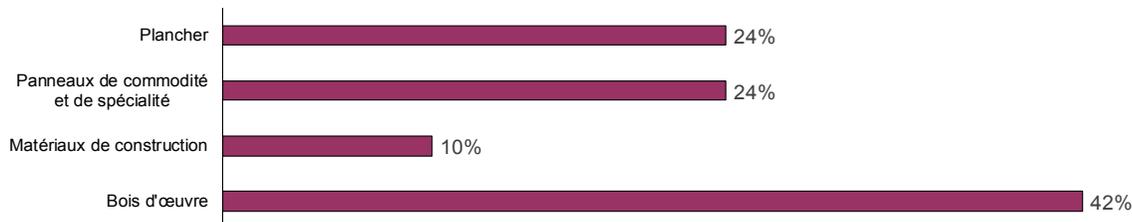
Au Canada, au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014, les ventes ont augmenté de 88,3 millions \$ ou de 20,4 % par rapport aux douze mois clos le 31 août 2013. Cette augmentation reflète essentiellement l'ajout du cinquième trimestre. En excluant les ventes de 124,5 millions \$ pour ce cinquième trimestre, les ventes au Canada au cours des douze premiers mois de l'exercice 2014 ont baissé de 4 % par rapport à ces mêmes mois de l'exercice précédent, principalement en raison des mauvaises conditions climatiques et de l'arrivée tardive du printemps, la faiblesse de l'économie au Québec et du déclin des mises en chantier dans l'Est du Canada. Les nouvelles mises en chantier totales mensuelles au Canada ont baissé de 0,3 % pour s'établir à 191 100 unités en moyenne (Source : SCHL) pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014 comparativement à 191 800 unités pour les douze mois clos le 31 août 2013. Les prix du marché des produits de panneaux au cours des quinze mois de l'exercice 2014 ont été inférieurs par rapport à cette même période l'an dernier. L'indice moyen « Random Length » des prix composites des panneaux structuraux a chuté de 15 % au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014 par rapport à la période correspondante de l'an dernier. En excluant les ventes pour le trimestre supplémentaire, les ventes au Québec ont chuté de 11 % comparativement aux douze premiers mois clos le 31 août 2013, affectées par l'économie plus faible, l'élection provinciale au troisième trimestre et une demande inférieure des détaillants en raison de l'arrivée tardive du printemps. Sans compter le cinquième trimestre, les ventes en Ontario ont augmenté de 8 % par rapport aux douze premiers mois clos le 31 août 2013, principalement en raison de l'introduction de la ligne des produits Trus Joist® et de fortes ventes de bois d'œuvre. En excluant le cinquième trimestre, les ventes de la région de l'Atlantique ont baissé de 8 % par rapport aux douze premiers mois clos le 31 août 2013 en raison d'une demande plus faible pour les produits de plancher et de contreplaqué, affectées par les mauvaises conditions climatiques au cours du long hiver, de la baisse des mises en chantier et des prix de marché inférieurs pour les panneaux. Les ventes dans l'Ouest canadien ont augmenté de 11 % par rapport aux douze premiers mois clos le 31 août 2013 avec de fortes ventes de produits de plancher, une demande croissante pour le bois franc et la croissance de nos produits composites de spécialité de terrasse en Alberta.

#### Distribution géographique des ventes pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014



Aux États-Unis, au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014, les ventes ont augmenté de 25,7 millions \$, soit de 81 % en dollar canadien par rapport aux douze mois clos le 31 août 2013. Cette augmentation reflète l'ajout du cinquième trimestre, la plus forte valeur du dollar américain et la croissance des ventes de nos lignes de produits à valeur ajoutée. En excluant les ventes du cinquième trimestre (12,5 millions \$) clos le 30 novembre 2014, les ventes aux États-Unis pour les douze premiers mois clos le 31 août 2014 se sont accrues de 41 % après conversion comparativement à la même période l'an dernier en raison d'un projet majeur en IPE pour reconstruire la promenade de Long Beach, des projets industriels de lamellé-collé et d'une forte demande pour le bois franc. Avant conversion, les ventes en devise américaine ont crû de 33 % par rapport à l'an dernier. Le marché de l'habitation dans les États du Nord-Est a conservé sa vigueur par rapport à la même période l'an dernier et selon le US Census Bureau, les mises en chantier ont augmenté de 18 % pour les douze mois clos le 31 août 2014 en comparaison à cette même période, il y a un an. Le taux de change moyen USD/CAD pour les quinze mois de l'exercice 2014 était en hausse de 7,4 % (1,0858 c. 1,0108 l'an dernier). Enfin, les ventes à l'exportation ont augmenté de 59 % au cours des quinze mois de l'exercice 2014 par rapport aux douze mois clos le 31 août 2013. Excluant les ventes du cinquième trimestre (8,8 millions \$), les ventes se sont accrues de 21 % au cours des douze premiers mois clos le 31 août 2014 par rapport à la même période l'année précédente, principalement en raison de la demande accrue pour les produits de bois franc et de cèdre en Asie et Europe.

#### Distributions des ventes par produits pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014



Chacun des facteurs énumérés précédemment a eu une plus ou moins grande incidence sur notre chiffre d'affaires au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014. En excluant les ventes du cinquième trimestre, les ventes de produits de plancher au cours des douze premiers mois clos le 31 août 2014 ont baissé de 1 % par rapport à la période correspondante l'an dernier. La baisse des ventes de produits de plancher résulte principalement d'une plus faible demande au Québec et dans la région de l'Atlantique et du déclin des mises en chantier au Canada. Excluant les ventes du cinquième trimestre, les ventes de panneaux de spécialité et de commodité ont chuté de 12 % au cours des douze premiers mois clos le 31 août 2014 par rapport à la période correspondante l'an dernier. La demande pour les produits de panneaux a été affectée par les prix de marché en baisse pour le contreplaqué de commodité par rapport aux trimestres précédents, le marché de l'habitation lent et un surplus de stocks sur le marché. En excluant les ventes du cinquième trimestre, les ventes de matériaux de construction au cours des douze premiers mois clos le 31 août 2014 ont augmenté de 10 % comparativement à la période correspondante de l'année précédente. L'amélioration des ventes de matériaux de construction résulte de l'ajout de bardeaux de toiture et de nouveaux produits composite de terrasse et patio, qui ont généré cette croissance par rapport aux douze premiers mois de l'an dernier. Enfin, à l'exclusion des ventes du cinquième trimestre, les ventes de bois d'œuvre ont augmenté de 4 % au cours des douze premiers mois clos le 31 août 2014 par rapport à la période correspondante l'an dernier. Les ventes de bois d'œuvre ont été fortes en raison de la solide performance de notre bois franc et de notre ligne de produits de sapin et de l'ajout de la gamme des produits Trus Joist® en Ontario.

#### Coût des produits vendus

Pour les quinze mois de l'exercice 2014, le coût des produits vendus s'élevait à 495,9 millions \$ comparativement à 393,6 millions \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013. En excluant le coût des produits achetés pour le cinquième trimestre (91,2 millions \$), le coût des produits vendus au cours des douze premiers mois clos le 31 août 2014 a augmenté de 0,2 % par rapport à l'an dernier, reflétant les niveaux accrus des ventes et les prix plus élevés du bois d'œuvre. En excluant le coût du fret et de la logistique pour le cinquième trimestre (9,0 millions \$), le coût total du fret et de la logistique au cours des douze premiers mois clos le 31 août 2014 a diminué de 1,5 % par rapport à la même période l'an dernier. En pourcentage des ventes, le coût total du fret a diminué de 0,2 % par rapport à l'an dernier. Le prix moyen d'achat de l'essence et du diésel au cours des douze premiers mois de l'exercice 2014 a augmenté d'environ 4 % par rapport à la période correspondante l'an dernier. Les profits bruts pour les quinze mois de l'exercice 2014 ont augmenté de 27,6 % comparativement aux douze mois clos le 31 août 2013. En excluant les profits bruts du cinquième trimestre (22,9 millions \$), les profits bruts des douze premiers mois clos le 31 août 2014 sont demeurés stables par rapport à la période correspondante, l'an dernier.

#### Coûts liés aux ventes, à l'administration et aux frais généraux

Pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014, les coûts liés aux ventes, à l'administration et aux frais généraux s'élevaient à 100,7 millions \$ comparativement à 80,7 millions \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013. En excluant le cinquième trimestre (20,5 millions \$), ces coûts durant les douze mois clos le 31 août 2014 ont diminué de 0,5 % par rapport aux douze mois clos le 31 août 2013 en raison d'un personnel d'exploitation réduit, de la diminution des mauvaises créances et des mesures de contrôle des coûts variables.

#### Coût du financement net

Pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014, les coûts du financement net s'élevaient à 2,8 millions \$ (1,9 million \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013). Le taux préférentiel canadien est demeuré inchangé à 3,00 % et le taux préférentiel américain n'a pas non plus bougé par rapport à l'an dernier, se situant à 3,25 %. Au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014, la dette bancaire moyenne a augmenté à 51,4 millions \$ par rapport à 46,5 millions \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013. La valeur moyenne des stocks au cours de ces quinze mois s'élevait à 97,9 millions \$ comparativement à 85,0 millions \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013.

## SOMMAIRE DES NEUF DERNIERS TRIMESTRES COMPLÉTÉS

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	Nov-2013	Fév-2014	Mai-2014	Août-2014	Nov-2014
Chiffre d'affaires	110 366 \$	95 355 \$	134 035 \$	146 289 \$	124 542 \$
Bénéfice net	1 166 \$	(277) \$	2 078 \$	3 665 \$	1 493 \$
Bénéfice net par action de base et dilué	0,14 \$	(0,04) \$	0,25 \$	0,43 \$	0,18 \$

	Nov-2012	Fév-2013	Mai-2013	Août-2013 (révisé)	
Chiffre d'affaires	112 047 \$	95 429 \$	138 195 \$	137 814 \$	
Bénéfice net	739 \$	(918) \$	2 485 \$	2 973 \$	
Bénéfice net par action de base et dilué	0,09 \$	(0,11) \$	0,29 \$	0,35 \$	

Tel que l'indique le tableau ci-haut, les affaires de la Société sont sujettes à des fluctuations saisonnières, avec des ventes traditionnellement plus élevées durant les troisième et quatrième trimestres.

### ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

#### Actif total

Au 30 novembre 2014, l'actif total a augmenté à 196,0 millions \$ alors qu'il totalisait 187,2 millions \$ un an auparavant. La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 0,9 million \$ au 30 novembre 2014 (0,2 million \$ au 31 août 2013). Les comptes clients et autres comptes débiteurs affichaient 60,6 millions \$ au 30 novembre 2014 par rapport à 72,8 millions \$ au 31 août 2013, reflétant des ventes inférieures au cours du cinquième trimestre par rapport au quatrième trimestre de l'an dernier. La valeur des stocks au 30 novembre 2014 était de 92,3 millions \$ comparativement à 74,3 millions \$ au 31 août 2013, reflétant notre engagement accru à l'égard des produits de bois d'œuvre à valeur ajoutée qui nécessitent une période de traitement plus longue. Les dépenses prépayées au 30 novembre 2014 totalisaient 3,3 millions \$ comparativement à 3,4 millions \$ au 31 août 2013. Les actifs du régime à prestations déterminées s'élevaient à 1,8 million \$ au 30 novembre 2014 par rapport à 1,0 million \$ il y a un an (voir rapprochement de compte sous le titre CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES).

#### Immobilisations corporelles

Au 30 novembre 2014, les immobilisations corporelles totalisaient 37,0 millions \$ alors qu'elles étaient de 35,4 millions \$ au 31 août 2013. Les dépenses en capital au cours des quinze mois de l'exercice 2014 totalisaient 5,2 millions \$ (2,5 millions \$ au cours des douze mois clos le 31 août 2013). Les immobilisations corporelles capitalisées au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014 comprenaient l'acquisition de notre usine de Drummondville, QC, la construction de nouveaux entrepôts à Campbellville, ON, l'asphaltage, des ordinateurs et l'équipement de cour. Le produit de l'aliénation d'immobilisations corporelles au cours des quinze mois de l'exercice 2014 totalisait 54 000 \$ (68 000 \$ pour la période correspondante l'an dernier). L'amortissement des immobilisations corporelles durant ces quinze mois a été de 3,6 millions \$ (2,8 millions \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013). Traditionnellement, les dépenses en immobilisations sont limitées au montant de l'amortissement. Les dépenses en capital ont été financées à même le fonds de roulement de l'exploitation, à l'exception d'un billet à ordre non garanti de 0,8 million \$US pour l'acquisition de l'usine de Drummondville.

#### Passif total

Au 30 novembre 2014, le passif total s'élevait à 76,4 millions \$ (70,0 millions \$ l'an dernier). La dette bancaire totalisait 43,1 millions \$ par rapport à 34,2 millions \$ au 31 août 2013. Les comptes fournisseurs et autres comptes créditeurs s'élevaient à 25,8 millions \$ au 30 novembre 2014 comparativement à 29,5 millions \$ au 31 août 2013. Le montant des comptes fournisseurs et d'autres comptes créditeurs reflète un plus bas niveau des comptes fournisseurs et des provisions pour compensation reliées au calendrier des déboursements. Les impôts payables au 30 novembre 2014 s'élevaient à 1,0 million \$ par rapport à 0,7 million \$ l'an dernier. Les provisions au 30 novembre 2014 totalisaient 1,5 million \$ (identique au 31 août 2013). La dette à long terme est 0,9 million \$ (150 000 \$ au 31 août 2013). La dette à long terme est constituée d'un solde de 0,1 million \$ de la contribution du gouvernement à notre usine de Deer Lake sous forme de dette à long terme sans intérêt, remboursable sur 3 ans et venant à échéance en février 2017, et d'un billet à ordre non garanti de 0,8 million \$US remboursable sur 5 ans portant intérêt à 3,7 %. Le passif d'impôt sur les résultats différés totalisait au 30 novembre 2014 2,5 millions \$ (2,4 millions \$ au 31 août 2013). (Voir rapprochement sous le titre CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES.) Les obligations du régime à prestations déterminées s'élevaient à 1,6 million \$ au 30 novembre 2014 par rapport à 1,7 million \$ au 31 août 2013 résultant du changement dans les politiques comptables le 1<sup>er</sup> septembre 2013 (voir rapprochement sous le titre CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES). Il faut noter que la date d'évaluation des actifs et obligations des régimes a été changée au 30 novembre afin de correspondre à notre nouvelle date de fin d'année financière.

#### Capitaux propres

Au 30 novembre 2014, les capitaux propres ressortait à 119,5 millions \$ contre 117,1 millions \$ l'an dernier. (Voir rapprochement sous le titre CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES). La Société a généré un taux de rendement des capitaux propres de 6,8 % au cours des quinze mois de l'exercice 2014 comparativement à 4,5 % pour les douze mois clos le 31 août 2013. Le prix de clôture en bourse des

actions était de 9,50 \$ par action le 30 novembre 2014 (9,06 \$ au 31 août 2013). La valeur comptable au 30 novembre 2014 était de 14,05 \$ par action (13,77 \$ au 31 août 2013). Le capital-actions a clôturé à 9,2 millions \$ (identique à l'an dernier). Le 16 février 2012, la Société a annoncé qu'elle avait reçu les approbations réglementaires requises pour rétablir son programme permettant d'acquérir les actions inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») pour la période s'échelonnant du 20 février 2012 au 19 février 2013 au plus tard. Au cours des quinze premiers mois de l'exercice 2014, la Société n'a racheté aucune action (1 800 au cours de l'exercice 2013 à un prix moyen par action de 7,80 \$ pour un montant total de 14 000 \$). L'excédent de la somme payée sur la valeur comptable des actions qui s'élevait à 12 000 \$ a été porté au compte des bénéfices non répartis. Les actions rachetées ont ensuite été annulées. La Société n'a pas renouvelé son programme de rachat d'actions au 19 février 2013. Les paiements de dividendes admissibles au cours des quinze mois de l'exercice 2014 totalisaient 5,5 millions \$ ou 0,65 \$ par action en comparaison à 3,0 millions \$ ou 0,35 \$ par action au cours des douze mois clos le 31 août 2013. Une régularisation de 6,2 millions \$ a été faite à l'avoir des actionnaires en août 2013 pour refléter l'impact de IAS 19 (voir rapprochement sous lettre CHANGEMENT DANS LES POLITIQUES COMPTABLE). Les modifications sont en vigueur pour les périodes annuelles débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ou par la suite. La Société a mis en œuvre ces normes rétrospectivement dans le premier trimestre du présent exercice clos le 30 novembre 2014. La date d'évaluation des actifs et obligations des régimes a été changée pour le 30 novembre 2014 afin de correspondre à la date de clôture de notre nouvel exercice financier.

## **GESTION DU CAPITAL**

### **Financement**

La Société a renouvelé son entente de crédit avec deux banques à charte canadiennes. L'entente de crédit comprend une marge de crédit d'exploitation de 90 millions \$ renouvelable après 454 jours en mai 2015. Au 30 novembre 2014, la Société utilisait 38,5 millions \$ de cette marge alors que ce montant s'élevait à 29,0 millions \$ au 31 août 2013. Les prêts sont garantis par une sûreté de premier rang sur l'universalité des biens meubles de la Société. Au 30 novembre 2014, la Société respectait tous les ratios financiers exigés dans cette entente. Les affaires de la Société sont sujettes à des fluctuations saisonnières, avec des ventes traditionnellement plus élevées durant les troisième et quatrième trimestres. Par conséquent, les besoins de liquidités sont généralement plus grands pendant ces périodes. La direction croit que la marge actuelle est adéquate pour répondre aux besoins des flux de trésorerie prévisionnels. Les sources de financement et l'accès au capital sont divulgués en détail sous la rubrique LIQUIDITÉ ET GESTION DU RISQUE DANS LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES.

### **Fonds de roulement**

Pour les quinze mois de l'exercice 2014, le fonds de roulement de l'exploitation (excluant les éléments hors encaisse) a diminué à 1,7 million \$ par rapport à 7,8 millions \$ pour la même période l'an dernier. Les activités de financement au cours de ces quinze mois de l'exercice 2014 ont augmenté de 4,7 millions \$ en comparaison à une diminution de 1,8 million \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013. Ce résultat reflète les besoins accrus de fonds de roulement reliés à l'augmentation des stocks au cours des quinze mois de l'exercice 2014 et l'acquisition de notre usine de Drummondville pour un montant total de 3,4 millions \$. Cette acquisition a été financée à même notre ligne de crédit actuelle et un billet à ordre non garanti de 0,8 million \$ US (dette à long terme de 0,9 million \$ CAD). La dette bancaire au cours des quinze mois de l'exercice 2014 a augmenté de 9,5 millions \$ comparativement à 1,0 million \$ au cours des douze mois clos le 31 août 2013. Les activités de financement incluent aussi le paiement de dividendes admissibles totalisant 5,5 millions \$ ou 0,65 \$ par action au cours des quinze mois de l'exercice 2014 en comparaison 3,0 millions \$ ou 0,35 \$ par action payés au cours des douze mois clos le 31 août 2013. Les investissements au cours des quinze mois de l'exercice 2014 se sont élevés à 5,2 millions \$ (2,5 millions \$ pour la période correspondante l'an dernier) (voir Immobilisations corporelles pour de plus amples détails).

Les objectifs de la Société sont les suivants :

1. Maintenir sa souplesse financière afin de préserver sa capacité à respecter ses obligations financières;
2. Maintenir un ratio dette/équité faible pour préserver sa capacité à poursuivre sa stratégie de croissance interne;
3. Maintenir des ratios financiers selon les exigences requises;
4. Fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société définit son capital comme l'avoir des actionnaires et ses dettes à long terme. L'avoir des actionnaires comprend le montant payé de capital action pour les actions émises, entièrement payées et libérées plus les résultats non distribués calculés sur une base consolidée selon IFRS. Les dettes à long terme comprennent les dettes bancaires réduites de tout montant de trésorerie ou équivalents de trésorerie. La capitalisation représente la somme des dettes et de l'avoir des actionnaires.

La Société gère sa structure de capital et effectue des ajustements en fonction des changements des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la Société peut ajuster le montant de dividendes payés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou racheter des actions en vertu du cours normal d'offre de l'émetteur, acquérir ou vendre des actifs afin d'améliorer sa performance et flexibilité financière ou retourner le capital aux actionnaires. L'utilisation première du capital par la Société est pour financer des augmentations du fonds de roulement et des dépenses en capital pour augmenter sa capacité de production. La Société finance ces besoins à même le fonds de roulement provenant de l'exploitation et de ses facilités de crédit d'exploitation.

La Société doit respecter certains engagements relatifs à ses ententes de crédit. Ces engagements comprennent des exigences relatives à la valeur nette tangible minimum, un ratio du fonds de roulement et un ratio de couverture de remboursement des dettes. La Société vérifie ces ratios mensuellement. La Société respecte présentement toutes les exigences relatives au capital imposées par des intervenants externes. Sauf pour ces engagements en vertu des ententes de crédit, la Société n'a pas à respecter d'autres exigences relatives au capital imposées par des intervenants externes.

Les objectifs et la stratégie financière de la Société sont demeurés relativement inchangés au cours des années. Ces objectifs et cette stratégie financière sont jugés conservateurs et sont révisés annuellement. La Société croit que ces ratios se situent dans des limites raisonnables, en tenant compte de sa taille relative et de ses objectifs de gestion du capital.

Pour les périodes closes le 30 novembre 2014 et 31 août 2013, la Société a réalisé les résultats suivants eus égard à ses objectifs de gestion du capital :

<b>Gestion du capital</b>	<b>Au 30 novembre 2014 (15 mois)</b>	<b>Au 31 août 2013 (12 mois)</b>
Ratio de la dette sur le capital	<b>25,0 %</b>	19,9 %
Rendement sur l'avoir des actionnaires	<b>6,8 %</b>	4,5 %
Ratio du fonds de roulement	<b>2,2</b>	2,3
Ratio de couverture de la dette	<b>1,7</b>	1,7

Pour la Société, le ratio de la dette sur le capital représente la dette consolidée sur capitaux propres totaux. Le ratio de couverture de la dette comprend le bénéfice net plus l'amortissement et intérêts débiteurs divisé par le remboursement du capital, intérêts et loyers.

## **LIQUIDITÉ ET GESTION DU RISQUE DANS LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ACTUELLES**

### **Généralité**

La direction concentre tous ses efforts pour s'assurer que la Société tire avantage d'une gestion efficace du risque. Celle-ci a été renforcée selon des critères encore plus stricts depuis le début du ralentissement économique actuel. Il incombe à la direction la responsabilité d'identifier et d'évaluer les risques potentiels pouvant avoir un impact important sur les opérations de la Société et sa position financière, de même que les stratégies de gestion du risque implantées au sein de la Société. Celle-ci doit également déterminer les dispositions afférentes à toutes les responsabilités en matière de gestion du risque, notamment en élaborant diverses politiques et procédures au soutien de stratégies efficaces relatives au contrôle interne et externe et en les recommandant au Conseil d'administration ou à son Comité de vérification, afin d'améliorer et de réduire l'impact des facteurs de risque reliés aux exploitations et activités commerciales.

### **Risque de crédit**

La Société gère rigoureusement le crédit accordé à ses clients. Au cours des derniers mois, une attention particulière a été portée sur la surveillance et le recouvrement des comptes clients. Par exemple, la Société a examiné en profondeur tous les dossiers de crédit des clients et les limites de crédit ont été réduites dans de nombreux cas. La période de recouvrement des comptes clients a été traditionnellement plus longue au cours du second trimestre et du troisième trimestre de son exercice. La gestion du crédit reste relativement prudente et les situations de risques-bénéfices sont analysées sur une base régulière. L'affaiblissement rapide de la conjoncture économique pourrait entraîner d'autres dépenses pour créances douteuses, comme ce fut le cas au cours de l'exercice précédent.

### **Risque lié aux fournisseurs**

Le modèle de gestion de la Société est en grande partie édifié sur une relation à long terme avec un réseau de fabricants locaux et internationaux, qui lui permet de réduire les risques reliés à l'évaluation d'inventaire et de s'ajuster aux fluctuations de la demande. En outre, la Société a pour coutume de tirer avantage de l'escompte de paiement et de payer ses fournisseurs en temps opportun, ce qui génère de solides relations avec nos fournisseurs et partenaires clés.

### **Structure de coût, besoins de fonds de roulement et service de la dette**

En plus de fournir à la Société la souplesse nécessaire pour ajuster rapidement sa structure de coût à la réalité commerciale du marché, sa stratégie d'approvisionnement de stock lui donne l'avantage de s'ajuster rapidement à un déclin dans les ventes. Ainsi, sa dette est utilisée principalement pour financer les besoins du fonds de roulement. Advenant que la Société subisse un déclin dans son chiffre d'affaires et en conséquence, dans ses besoins de fonds de roulement, elle utilisera donc moins ses facilités de crédit.

De plus, la Société tire avantage d'un solide bilan et d'une position financière saine :

1. Au 30 novembre 2014, le ratio de sa dette totale par rapport au capital investi était de 25,0 % par rapport à 19,9 %, au 31 août 2013.
2. La facilité de crédit renouvelable de 90 millions \$ a été renouvelée pour une période de 454 jours supplémentaires échéance en mai 2015.

Pour de plus amples informations, les principaux facteurs de risque auxquels la Société fait face sont présentés dans le Rapport de gestion contenu dans le Rapport annuel de la Société pour l'année financière close le 30 novembre 2014, ainsi que dans le Circulaire d'information annuelle sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

## ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société conteste des réclamations survenues dans le cours normal de ses activités et reliées principalement à des produits endommagés, des questions de qualité ou de transport. Le montant des réclamations contestées ou traitées est d'environ 0,2 million \$. La direction croit que la résolution de ces réclamations n'aura pas d'incidence négative sur la situation financière, sur les bénéfices ou sur le fonds de roulement de la Société. Au 30 novembre 2014, les loyers minimums futurs à payer sur les baux de location-exploitation pour les bureaux, les entrepôts, les véhicules, les cours et l'équipement se détaillent comme suit :

Engagements contractuels	Paiements dus par période (en milliers de dollars)				
	Total	Moins d'un an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Location-exploitation	17 051	4 708	5 567	3 011	3 765
Engagements d'achat	279	279	-	-	-
<b>Engagements contractuels totaux</b>	<b>17 330</b>	<b>4 987</b>	<b>5 567</b>	<b>3 011</b>	<b>3 765</b>

## FACTEURS DE RISQUE

### Risque de change

Il existe certains risques d'évaluation reliés à la performance du dollar canadien par rapport au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling. Périodiquement, la Société utilise des contrats de change à terme pour protéger certains comptes fournisseurs et engagements d'achat futurs en dollars américains et en euros. Au cours de l'exercice financier terminé le 30 novembre 2014, la Société n'a pas fait l'usage de contrat de change afin d'atténuer l'effet sur ses ventes et ses achats. Au 30 novembre 2014, la Société n'avait aucun contrat de change en vigueur.

### Risque de taux d'intérêt

La Société détient une facilité de crédit renouvelable pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les frais d'intérêts de cette facilité de crédit dépendent du taux préférentiel des banques canadiennes et américaines. L'augmentation de ce taux aura, le cas échéant, une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société.

### Risque de crédit

La Société est exposée à un risque sur le crédit qu'elle offre à ses clients. Ce risque est atténué par la réduction du crédit total accordé à un seul client, ce qui assure la diversité de la clientèle. De plus, la Société utilise un système de gestion du crédit pour limiter le risque de pertes dues à l'insolvabilité ou à une faillite d'un de ses clients. Elle a également recours à l'assurance-crédit dans le cas des clients étrangers afin de réduire les pertes dues aux créances irrécouvrables dans les pays étrangers. La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, les opérations et sur la santé financière de la Société.

### Risques environnementaux

Le site St-André de la Société, situé au Québec, présente des signes persistants de contamination en surface provenant des activités de traitement antérieures, qui vont au-delà des exigences réglementaires existantes. La Société continue d'explorer des solutions de rechange de traitement du sol, comme les empilements biologiques et le traitement sur place du sol. La Société évalue continuellement les nouvelles technologies pour une remise en état du site. La direction, se basant sur les informations disponibles, juge la provision au 30 novembre 2014 comme suffisante pour couvrir les coûts devant être engagés à l'avenir.

Étant donné la nature à long terme de ce passif, dans l'estimation de la provision, les coûts à engager constituent la plus grande incertitude. Plus particulièrement, la Société a présumé que le site sera remis en état en utilisant les technologies et les matériaux actuellement disponibles. La Société a reçu une estimation raisonnable, qui reflète différentes hypothèses tenant compte de l'évolution de la technologie et du prix individuel des différents composants. La provision a été calculée à l'aide d'un taux d'actualisation de 5 %, et un taux d'inflation de 2 %. Les travaux de réhabilitation devraient être effectués progressivement au cours des 5 prochaines années.

### Concurrence de nos fournisseurs

La Société fait face à la concurrence de certains de ses fournisseurs dans certains marchés. À l'occasion, nos fournisseurs peuvent décider de vendre directement à nos clients, devenant ainsi nos concurrents. Ceci peut nuire à la compétitivité de la Société et pourrait donc avoir un impact sur ses ventes.

### Risque lié aux employés clés

La Société dépend des services continus de certains cadres supérieurs. Bien que la Société croit pouvoir remplacer ces employés dans un délai raisonnable si la situation l'exigeait, la perte de ces employés clés pourrait avoir un impact significatif sur la Société.

### Dépendance relative aux clients importants

La Société ne possède de contrat à long terme avec aucun de ses clients. Les contrats de distribution sont habituellement attribués annuellement et peuvent être révoqués. Un seul client important contribue pour plus de 10 % aux ventes totales de la Société. Pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014, le total des ventes pour ce client, représentant principalement divers produits de bois, s'élevait environ à 66,0 millions \$ ou 10,8 % comparativement à 60,0 millions \$ ou 12,4 % pour les douze mois clos le 31 août 2013. La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, les opérations et sur la santé financière de la Société.

### Dépendance relative aux conditions économiques du marché

La demande des produits de la Société dépend énormément des marchés de la rénovation domiciliaire et des nouvelles constructions commerciales et domiciliaires. Le niveau d'activités dans les marchés de la rénovation et des nouvelles constructions domiciliaires dépend de plusieurs facteurs, y compris la demande générale en matière de résidence, les taux d'intérêt, la disponibilité du financement, la capacité à payer les résidences, les niveaux de chômage, les tendances démographiques changeantes, la croissance du produit national brut, la confiance des consommateurs et d'autres conditions économiques en général. Comme de tels marchés sont sensibles aux variations cycliques de l'économie, les ralentissements économiques futurs ou l'absence de croissance économique peuvent avoir un impact négatif sur l'entreprise.

### Approvisionnement

La Société est exposée au risque d'approvisionnement principalement en relation avec les importations provenant de l'Asie. La direction ne prévoit pas encourir de pertes importantes relativement à son approvisionnement, du fait qu'elle a développé des liens solides et durables auprès de nombreux fournisseurs-clés.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

### Gestion du risque

La Société est exposée à des risques financiers qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change ainsi que de la volatilité de ces taux. La Société a recours aux instruments financiers en vue de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change et ne détient ni n'émet aucun instrument financier à des fins spéculatives.

### Risque lié au financement et risque de liquidité

La Société obtient du financement à court terme auprès de deux banques à charte canadiennes. La Société a convenu d'une entente de financement avec le Ministère de l'Innovation, de l'Entreprise et du Développement Rural de la province de Terre-Neuve pour la construction de l'usine de traitement à Deer Lake, TN. L'entente de financement consiste à un remboursement des coûts admissibles jusqu'à une somme maximale de 250 000 \$. Les fonds octroyés ont été enregistrés comme un prêt sans intérêt de 150 000 \$, remboursable au cours des 3 prochaines années débutant en février 2014 et d'un prêt-subvention de 100 000 \$ (« don »). Le don a été comptabilisé dans les actifs immobilisés et le prêt dans la dette à long terme, ainsi que sa valeur comptable s'approchant de sa juste valeur. Advenant une baisse prononcée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société pourrait avoir recours à ces facilités.

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2014 s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)

Passifs financiers	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 6 mois	De 6 à 36 mois
Dette bancaire	43 099	43 099	43 099	-
Fournisseurs et autres créiteurs	25 779	25 779	25 779	-
Dette à long terme	921	921	114	807
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>69 799</b>	<b>69 799</b>	<b>68 992</b>	<b>807</b>

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 août 2013 s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)

Passifs financiers	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 6 mois	De 6 à 36 mois
Dette bancaire	34 169	34 169	34 169	-
Fournisseurs et autres créiteurs	29 457	29 457	29 457	-
Dette à long terme	150	150	38	112
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>63 776</b>	<b>63 776</b>	<b>63 664</b>	<b>112</b>

### Risque de taux d'intérêt

La Société détient une facilité de crédit renouvelable pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les frais d'intérêts de cette facilité de crédit dépendent du taux préférentiel des banques canadiennes et américaines. L'augmentation de ce taux aura, le cas échéant, une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société. La direction ne croit pas que la fluctuation des taux d'intérêt aura une incidence importante sur ses résultats d'exploitation. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur la dette bancaire de 43,1 millions \$ accroîtrait annuellement les dépenses d'intérêt de 0,4 million \$.

### Risque de change

La Société conclut des contrats de change à terme pour couvrir certains créiteurs et, à l'occasion, des engagements d'achats futurs libellés en dollars US, en euros et en livres sterling. Certains risques d'évaluation existent en fonction de la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar US, à l'euro et à la livre sterling. La Société, grâce à la diversification de sa clientèle et de son offre de produits ainsi qu'à l'expansion de ses marchés, réduit les risques associés à certains secteurs d'activité. Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2014, la Société n'a pas utilisé de contrats de change. Par conséquent, il n'y avait aucun contrat de change en cours au 30 novembre 2014. Une variation de 5 % du dollar canadien par rapport aux monnaies étrangères n'aurait pas d'incidence significative sur le bénéfice net de la Société. Au 30 novembre 2014, la Société était exposée au risque de change par l'intermédiaire des éléments suivants :

<b>Actifs et passifs financiers mesurés à leurs coûts amortis (en milliers de dollars)</b>	<b>Dollars US</b>	<b>Livres sterlings</b>	<b>Euros</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 002	154	14
Clients et autres débiteurs	9 138	575	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(4 039)	(37)	(51)
Dette à long terme	(706)	-	-
<b>Exposition nette</b>	<b>5 395</b>	<b>692</b>	<b>(37)</b>
Taux de change du \$CA au 30 novembre 2014	1,1440	1,7890	1,4232
<b>Impact sur le bénéfice net en fonction d'une fluctuation de 5 %</b>	<b>219</b>	<b>44</b>	<b>(2)</b>

#### *Risque de crédit*

La Société est exposée à un risque de crédit de la part de ses clients. En s'assurant d'une composition diversifiée de sa clientèle, ce risque est atténué en réduisant le montant auquel la Société est exposée envers l'un ou l'autre de ses clients. De plus, la Société utilise un système de gestion du crédit pour limiter le risque de pertes dues à l'insolvabilité ou à une faillite d'un de ses clients. Elle a également recours à l'assurance-crédit dans le cas des clients étrangers afin de réduire les pertes dues aux créances irrécouvrables dans les pays étrangers. Finalement, la Société a adopté une politique de crédit qui définit les conditions de crédit devant être respectées par ses clients. Des limites précises de crédit sont établies pour chaque client et sont régulièrement révisées. Les comptes clients de plus de 60 jours dépassant leurs termes de paiement représentent 2,4 % (1,5% le 31 août 2013) du total des clients et autres débiteurs au 30 novembre 2014. Les changements dans les provisions pour mauvaises créances s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars)	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	<b>207</b>	221
Provisions	<b>153</b>	353
Radiation de créances douteuses	<b>(99)</b>	(367)
Solde à la fin de l'exercice	<b>261</b>	207

En se basant sur la tendance historique de paiement, les renseignements actuels en matière de crédit et l'expérience disponible, la Société croit qu'à l'exception de ce qui précède, aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire en ce qui concerne les clients et autres débiteurs échus ou non échus. La Société ne possède de contrat à long terme avec aucun de ses clients. Les contrats de distribution attribués annuellement peuvent être révoqués. Un seul client contribue pour plus de 10 % aux ventes totales de la Société. Pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014, le total des ventes pour ce client, représentant principalement divers produits de bois, s'élevait environ à 66,0 millions \$ ou 10,8 % comparativement à 60,0 millions \$ ou 12,4 % pour les douze mois clos le 31 août 2013. La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, l'exploitation et sur la santé financière de la Société.

#### *Juste valeur*

La juste valeur des éléments d'actif et de passif correspond approximativement aux montants auxquels ces éléments pourraient être échangés dans le cadre d'une opération entre parties compétentes agissant en pleine connaissance de cause. La juste valeur est fondée sur l'information disponible sur le marché. En l'absence d'une telle information, elle est estimée à l'aide de techniques d'actualisation de la valeur et d'hypothèses concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation compte tenu du niveau approprié de risque lié aux instruments. La juste valeur estimative pourrait différer du montant qui serait obtenu advenant le règlement immédiat des instruments. La valeur comptable des comptes de trésoreries et équivalents de trésoreries, comptes clients et autres débiteurs, dette bancaire, fournisseurs et autres créditeurs, et dette à long terme se rapproche de leur juste valeur.

#### **OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES**

Le terme « partie liée » englobe ici les principaux membres de la direction et autres parties liées décrits ci-dessous. À moins d'indication contraire, aucune opération entre parties liées n'est régie par des caractéristiques, modalités et garanties particulières. Les soldes sont généralement réglés en espèces. Les opérations entre la société mère et ses filiales et entre les filiales elles-mêmes qui sont des parties liées ont été éliminées dans la consolidation. Ces opérations et les soldes n'apparaissent pas dans le présent document. Le détail de ces opérations effectuées dans le cadre normal des affaires entre la Société et des parties liées est présenté ci-dessous.

#### **Opérations commerciales**

Au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014, les entités de la Société n'ont conclu aucune opération commerciale avec des parties liées non membres de la Société.

### Autres opérations avec des parties liées

Jarislowsky Fraser Ltée, une société détenue par un membre du Conseil, a fourni des services administratifs pour les régimes de retraite de la Société pour lesquels les régimes de retraite ont déboursé 123 000 \$ en frais de gestion pour les quinze mois clos le 30 novembre 2014 (87 000 \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013). Ces sommes représentent une ventilation adéquate des coûts engagés par les diverses fonctions administratives. Ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange des considérations établies et convenues dans l'accord contractuel entre les parties liées.

### Prêts à des parties liées

Aucun cadre dirigeant, cadre supérieur, administrateur ou partie liés à ces personnes n'a contracté de dette auprès de la Société.

### Rémunération du personnel de direction

Le personnel de direction comprend les membres du conseil d'administration, les cadres supérieurs et les cadres dirigeants. Le tableau suivant présente la rémunération des cadres et autres membres de la direction au cours de l'exercice clos les:

	<b>30 novembre 2014</b> <b>(15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
Salaires et autres avantages à court terme	<b>3 218</b>	2 356
Avantages postérieurs à l'emploi	<b>242</b>	152
	<b>3 460</b>	2 508

### ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

L'établissement d'états financiers selon les IFRS exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs et sur les informations fournies à la date des états financiers, ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations sont fondées sur la connaissance qu'a la direction des événements actuels et des mesures que la Société pourrait prendre dans l'avenir. Les estimations sont volatiles de par leur nature et font l'objet d'une surveillance continue de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Une analyse des estimations susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée ci-après :

#### *i. Provisions pour créances douteuses et retours sur ventes*

La direction examine ses clients et autres débiteurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et estime les soldes jugés irrécouvrables. Aux fins de cet examen, la direction doit poser des hypothèses et prendre en considération certains facteurs, comme les tendances historiques en matière de recouvrement et les comptes en souffrance, pour chaque client. Si les recouvrements futurs diffèrent des provisions estimées, le résultat futur sera touché.

La Société prévoit que la marchandise déjà vendue puisse être retournée par les clients. À cette fin, la Société a posé certaines hypothèses en se fondant sur le nombre de retours de marchandises prévu dans l'avenir.

#### *ii. Évaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à prestations définies*

Aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à prestations définies, la Société doit avoir recours à des données statistiques et à d'autres paramètres servant à prévoir les variations futures. Ces paramètres sont notamment le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu des actifs, le taux d'augmentation prévu de la rémunération, l'âge de la retraite des employés et les tables de mortalité. Si les hypothèses actuarielles s'avèrent sensiblement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter des modifications de la charge de retraite comptabilisée dans le bénéfice net ainsi que des actifs nets ou des passifs nets au titre de ces obligations présentés à l'état consolidé de la situation financière.

#### *iii. Évaluation des stocks*

L'estimation de l'incidence de certains facteurs sur la valeur réalisable nette des stocks, comme l'obsolescence et les pertes de stocks, nécessite un certain degré de jugement. Les quantités, l'âge et l'état des stocks sont mesurés et évalués périodiquement au cours de l'exercice.

#### *iv. Provisions environnementales*

Les provisions environnementales se rapportent à la valeur actuelle des dépenses futures estimées associées aux obligations de rétablissement de l'intégrité environnementale de certaines propriétés. Les dépenses environnementales futures sont estimées compte tenu de la méthode de remise en état et de l'ampleur des travaux prévues conformément aux exigences réglementaires, aux pratiques sectorielles, à la technologie actuelle et aux utilisations possibles du site. L'estimation du montant des dépenses environnementales futures est revue périodiquement à la lumière des informations disponibles. L'établissement de la provision nécessite le recours à des estimations et à des hypothèses telles le montant estimé des dépenses futures de remise en état, la méthode de remise en état prévue, le taux d'actualisation et le calendrier estimé de remise en état. Consulter la note 11 pour plus de détails.

#### *v) Jugements critiques lors de l'application des politiques comptables:*

La Société n'a pas décelé de jugements critiques de la direction dans le processus d'application des politiques comptables pouvant avoir un impact important sur les montants inscrits dans les états financiers consolidés.

## PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 3 des états financiers consolidés pour l'exercice financiers clos le 30 novembre 2014.

## CHANGEMENT DANS LES POLITIQUES COMPTABLES

### *Normes comptables internationales, Avantages sociaux du personnel (IAS 19)*

Les modifications aux IAS 19, *Avantages sociaux du personnel* comprennent l'élimination de la possibilité de différer les gains et pertes, améliorant les directives sur la mesure des actifs du régime et des obligations à prestations déterminées, simplifiant la présentation des charges dans les actifs et passifs découlant des régimes à prestations déterminées et introduisant les divulgations lors de l'adhésion aux régimes à prestations déterminées. Ces modifications entrent en vigueur pour les années financières débutant le 1er janvier 2013 ou par la suite. La Société a appliqué cette norme rétrospectivement au cours du premier trimestre de l'exercice courant se terminant le 30 novembre 2014. L'impact de l'adoption des modifications aux IAS 19R se résume comme suit :

#### **États consolidés de la situation financière** (en milliers de dollars)

	Au 31 août 2013		
	Tel que présenté	Ajustements	Révisé
Actif au titre des régimes à prestations définies	1,981	(940)	1,041
Obligation au titre des régimes à prestations définies	972	694	1,666
Impôt sur le revenu différé	2,834	(441)	2,393
Résultats non distribués	109,177	(1,191)	107,986

#### **États consolidés du résultat global** (en milliers de dollars)

	Pour l'exercice clos le 31 août 2013		
	Tel que présenté	Ajustements	Révisé
Bénéfice avant impôts	7,314	(7)	7,307
Impôt sur le résultat	2,030	(2)	2,028
Bénéfice net	5,284	(5)	5,279
Autres éléments du résultat global	-	6,175	6,175

### *IFRS 10 États financiers consolidés*

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, remplace l'interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines sections de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme étant le principal facteur qui permet de déterminer si une entité doit être comprise ou non dans les états financiers consolidés d'une société. L'adoption de l'IFRS 10 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

### *IFRS 13 Évaluation de la juste valeur*

En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »), qui prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard des actifs et passifs financiers et non financiers. La nouvelle norme unifie la définition de la juste valeur et présente également de nouveaux concepts, notamment ceux de l'« utilisation optimale » et du « marché principal » pour les actifs et passifs non financiers. La norme présente des exigences supplémentaires, notamment la présentation plus étoffée d'informations relativement à la juste valeur des instruments financiers dans les états financiers intermédiaires et annuels. La société a appliqué cette norme de manière prospective au premier trimestre de l'exercice finissant le 30 novembre 2014. L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés de la société.

## NORMES IFRS PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

### *IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui établit des principes sur la présentation et la divulgation d'information sur la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude relativement aux produits et aux flux de trésorerie liés aux contrats avec des clients d'une entité. L'IFRS 15 a pour principe de base qu'une entité comptabilise les produits de manière à représenter le transfert des produits ou des services promis à des clients, selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits et services. L'IFRS 15 entrera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert le 2 janvier 2017, l'application anticipée étant autorisée. La société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés et n'a pas l'intention de l'adopter plus tôt.

### *IFRS 9, Instruments financiers*

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers. En novembre 2013, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers (2013)*, qui présente un nouveau modèle de comptabilité de couverture, ainsi que les informations correspondantes à fournir se rapportant aux activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de couverture

constitue un changement significatif des exigences en matière de comptabilité de couverture. Il augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et permet aux entités de mieux dépeindre leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers. La date d'entrée en vigueur obligatoire de cette norme a été reportée au 1er janvier 2018. La société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés et n'a pas l'intention de l'adopter plus tôt.

## INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 novembre 2014, 8 506 554 actions ordinaires étaient en circulation (8 506 554 l'an dernier). La Société a autorisé l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur au pair. Le 16 février 2012, la Société a annoncé qu'elle avait reçu les approbations réglementaires requises pour rétablir son programme permettant d'acquérir les actions inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) pour la période s'échelonnant du 20 février 2012 au 19 février 2013 au plus tard. Au cours des quinze mois clos le 30 novembre 2014 aucune action n'a été rachetée. Au cours de l'exercice 2013, la Société a racheté 1 800 actions ordinaires au prix moyen de 7,80 \$ par action et une somme totale de 14 mille \$. L'excédent de la somme payée sur la valeur comptable des actions qui s'élevait à 12 mille \$ a été porté au compte des résultats non distribués. Les actions rachetées ont ensuite été annulées. La Société n'a pas renouvelé son programme de rachat d'actions au 19 février 2013. Au 11 février 2015, 8 506 554 actions ordinaires étaient en circulation.

## ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Aucun événement subséquent à rapporter.

## PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice financier 2015, la direction mettra l'accent sur la modernisation de ses exploitations, la croissance de sa rentabilité et la révision de son offre de services afin d'améliorer sa position comme chef de file dans le marché. La direction est engagée à maintenir la croissance des ventes et son contrôle des marges tout en accroissant sa part de marché par l'introduction et la recherche de nouvelles possibilités d'acquisition. Notre accent sur les lignes de produits rentables et à valeur ajoutée continuera d'être à l'avant-plan de notre stratégie fondamentale. La SCHL prévoit que les mises en chantier demeureront relativement stables au cours de notre horizon prévisionnel, totalisant en moyenne 189 500 unités comme moyenne annualisée en 2015 par rapport à 189 000 unités en 2014 (Source : SCHL Q4-2014). Les ventes de maisons continueront à augmenter et devraient avoir un impact positif sur les dépenses en rénovation. Le solide bilan de la Société et son faible niveau d'endettement devraient nous permettre de tirer avantage des occasions d'achat ou d'investissement dans le futur. Aux États-Unis, le marché de l'habitation a graduellement pris son élan au cours des 12 derniers mois, ce qui laisse croire à un avenir plus prometteur.

## ATTESTATION

### Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir des systèmes de contrôle, des procédures et des systèmes d'information appropriés, afin d'assurer ainsi que l'information qu'elle divulgue est fiable et complète. La Société applique des règles de divulgation de l'information financière et prend les mesures nécessaires pour se conformer aux nouvelles normes comptables lorsqu'elles entrent en vigueur. La Société applique aussi les normes établies par les autorités de réglementation des marchés de capitaux. Le Chef de la direction et le Chef de la direction financière, de concert avec la direction, après avoir évalué l'efficacité des systèmes de contrôles, des procédures et des systèmes d'information internes de la Société. Au 30 novembre 2014, ont conclu que ceux-ci étaient efficaces. L'évaluation a été effectuée conformément au contrôle du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 1992) adopté par la Société.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le Chef de la direction et le Chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles internes appropriés en matière de rapports financiers, de fournir une assurance raisonnable relativement à la fiabilité des rapports financiers et à la préparation des états financiers conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). De concert avec la direction, après avoir évalué l'efficacité des contrôles internes de la Société sur les rapports financiers en date du 30 novembre 2014, ils ont conclu que les contrôles internes de la Société sur les rapports financiers étaient efficaces.

Delson, le 11 février 2015



Denis Fraser  
Président et chef de la direction



Pierre Lemoine, CPA, CMA  
Vice-président et chef de la direction financière

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION EN CE QUI A TRAIT AUX ÉTATS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES**

Les états financiers consolidés ci-joints, préparés selon les normes IFRS, et les autres informations financières énoncées dans le rapport annuel, en accord avec les états financiers, relèvent de la responsabilité de la direction et ils ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés incluent certains montants qui ont été estimés au meilleur de la connaissance et de l'avis de la direction. Selon leur opinion, ceux-ci représentent équitablement la situation financière de l'entreprise, les résultats de l'exploitation et les flux de trésorerie. Les procédures ainsi que les systèmes de contrôle internes de l'entreprise ont été conçus de manière à affirmer la fiabilité des dossiers de comptabilité et à protéger les actifs de la Société.

Le comité de vérification est responsable de la révision des états financiers consolidés et du rapport annuel et il doit en recommander l'approbation au conseil d'administration. Pour s'acquitter de ses responsabilités, le comité de vérification rencontre les membres de la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes de processus de gestion financière, des politiques de comptabilité pertinentes, des autres items financiers et des résultats de l'examen complété par les vérificateurs externes.

Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par la firme de vérifications externes KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables agréés et leur rapport est joint au présent document.



Denis Fraser  
Président et chef de la direction



Pierre Lemoine, CPA, CMA  
Vice-président et chef de la direction financière

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

### **Aux actionnaires de Goodfellow inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Goodfellow inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 30 novembre 2014 et au 31 août 2013, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### ***Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés***

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### ***Responsabilité des auditeurs***

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### ***Opinion***

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Goodfellow inc. au 30 novembre 2014 et au 31 août 2013, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).



KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.\*

Comptables agréés  
Montréal, Canada  
Le 11 février 2015

\* CPA auditeur, permis de comptabilité publique no. A123145

**GOODFELLOW INC.****États consolidés du résultat global****des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013****(en milliers de dollars, sauf les montants par action)**

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois) Révisé
	\$	\$
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>610 587</b>	483 485
Charges		
Coût des ventes (note 4)	<b>495 886</b>	393 560
Frais de vente et charges administratives et générales (note 4)	<b>100 749</b>	80 675
Charges financières nettes (note 5)	<b>2 824</b>	1 943
	<b>599 459</b>	476 178
Bénéfice avant l'impôt sur le résultat	<b>11 128</b>	7 307
Impôt sur le résultat (note 13)	<b>3 003</b>	2 028
<b>Bénéfice net, correspondant au résultat global</b>	<b>8 125</b>	5 279
Bénéfice net par action (note 12)		
De base et dilué	<b>0,96</b>	0,62

Les notes afférentes 1 à 21 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**GOODFELLOW INC.**  
**États consolidés de la situation financière**  
**Aux 30 novembre 2014 et 31 août 2013**  
**(en milliers de dollars)**

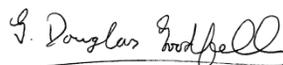
	<b>30 novembre 2014</b>	31 août 2013 (Révisé)
	\$	\$
<b>Actifs</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>860</b>	197
Clients et autres débiteurs (note 6)	<b>60 591</b>	72 838
Stocks (note 7)	<b>92 257</b>	74 255
Charges payées d'avance	<b>3 271</b>	3 433
<b>Total des actifs courants</b>	<b>156 979</b>	150 723
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles (note 8)	<b>37 020</b>	35 422
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 14)	<b>1 848</b>	1 041
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>38 868</b>	36 463
<b>Actifs totaux</b>	<b>195 847</b>	187 186
<b>Passifs</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Dette bancaire (note 9)	<b>43 099</b>	34 169
Fournisseurs et autres créditeurs (note 10)	<b>25 779</b>	29 457
Impôt sur le résultat à payer	<b>997</b>	742
Provision (note 11)	<b>979</b>	-
Partie courante de la dette à long terme (note 9)	<b>229</b>	38
<b>Total des passifs courants</b>	<b>71 083</b>	64 406
<b>Passifs non courants</b>		
Provision (note 11)	<b>473</b>	1 471
Dette à long terme (note 9)	<b>692</b>	112
Impôt sur le résultat différé (note 13)	<b>2 535</b>	2 393
Obligation au titre des régimes à prestations définies (note 14)	<b>1 578</b>	1 666
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>5 278</b>	5 642
<b>Passifs totaux</b>	<b>76 361</b>	70 048
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social (note 12)	<b>9 152</b>	9 152
Résultats non distribués	<b>110 334</b>	107 986
	<b>119 486</b>	117 138
<b>Passifs et capitaux propres totaux</b>	<b>195 847</b>	187 186

Engagements et passifs éventuels (note 19)

**Au nom du conseil**



Claude Garcia, administrateur



G. Douglas Goodfellow, administrateur

**GOODFELLOW INC.****Tableaux consolidés des flux de trésorerie****des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013****(en milliers de dollars)**

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois) Révisé
	\$	\$
<b>Activités opérationnelles</b>		
Bénéfice net	8 125	5 279
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Amortissement	3 611	2 758
Charge de désactualisation de la provision environnement	57	45
Diminution de la provision environnementale	(76)	(16)
Charge d'impôt différé	243	320
Charge d'impôt sur le résultat	2 760	1 708
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(14)	(65)
Charges d'intérêts	1 766	1 165
Excédent de la capitalisation des régimes de retraite sur les charges	(1 244)	(1 513)
	<b>15 228</b>	<b>9 681</b>
Variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement (note 15)	(9 260)	265
Intérêts payés	(1 785)	(1 135)
Impôt sur le résultat payé	(2 506)	(989)
	<b>(13 551)</b>	<b>(1 859)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>1 677</b>	<b>7 822</b>
<b>Activités de financement</b>		
(Diminution) Augmentation de l'emprunt bancaire	(7 500)	2 000
Augmentation (Diminution) des acceptations bancaires	17 000	(1 000)
Dette à long terme	771	150
Rachat d'actions	-	(14)
Dividendes payés	(5 529)	(2 977)
	<b>4 742</b>	<b>(1 841)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 240)	(2 571)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	54	68
	<b>(5 186)</b>	<b>(2 503)</b>
Entrées nettes de trésorerie	1 233	3 478
Situation de trésorerie au début de l'exercice	(4 972)	(8 450)
<b>Situation de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>(3 739)</b>	<b>(4 972)</b>
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	860	197
Découvert bancaire (note 9)	(4 599)	(5 169)
	<b>(3 739)</b>	<b>(4 972)</b>

**GOODFELLOW INC.****États consolidés de la variation des capitaux propres****Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013****(en milliers de dollars)**

	Capital social	Résultats non distribués	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2012	9 154	99 521	108 675
Bénéfice net	-	5 279	5 279
Autres éléments du résultat global (déduction faite des impôts)	-	6 175	6 175
<b>Total aux éléments du résultat global</b>	<b>-</b>	<b>11 454</b>	<b>11 454</b>
<i>Transactions avec des propriétaires, comptabilisées directement dans les capitaux propres</i>			
Dividendes	-	(2 977)	(2 977)
Rachat d'actions	(2)	(12)	(14)
Solde au 31 août 2013	9 152	107 986	117 138
<b>Bénéfice net</b>	<b>-</b>	<b>8 125</b>	<b>8 125</b>
<b>Autres éléments du résultat global (déduction faite des impôts)</b>	<b>-</b>	<b>(248)</b>	<b>(248)</b>
<b>Total aux éléments du résultat global</b>	<b>-</b>	<b>7 877</b>	<b>7 877</b>
<i>Transactions avec des propriétaires, comptabilisées directement dans les capitaux propres</i>			
<b>Dividendes</b>	<b>-</b>	<b>(5 529)</b>	<b>(5 529)</b>
<b>Solde au 30 novembre 2014</b>	<b>9 152</b>	<b>110 334</b>	<b>119 486</b>

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

---

### 1. État et nature des activités

Goodfellow inc. (la « Société »), constitué en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, mène différentes activités commerciales liées à la transformation et à la distribution de produits ligneux et de bois d'œuvre. Le siège social et principal établissement de la Société est situé au 225, rue Goodfellow, à Delson (Québec), Canada, J5B 1V5.

Les états financiers consolidés de la Société au 30 novembre 2014 et 31 août 2013 pour les exercices clos à ces dates comprennent les comptes de la Société et ceux de sa filiale entièrement détenue.

La Société a divulgué plus tôt dans l'année que la date de la fin de son exercice financier passerait du 31 août au 30 novembre. Ce changement entre en vigueur pour l'exercice financier débutant le 1er septembre 2013. Ce changement de fin d'exercice financier correspond davantage avec la réalité de notre distribution saisonnière et devrait réduire nos frais d'exploitation encourus durant la période estivale très active.

### 2. Base d'établissement

#### a) Déclaration de conformité

Les états financiers annuels de la Société ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »), publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La publication des présents états financiers a été approuvée par le conseil d'administration en date du 11 février 2015.

#### b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis sur la base du coût historique. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des actifs.

#### c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, sauf indication contraire.

#### d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

Sources principales d'estimation d'incertitudes:

L'établissement d'états financiers selon les IFRS exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs et des passifs et sur les informations fournies à la date des états financiers, ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations sont fondées sur la connaissance qu'a la direction des événements actuels et des mesures que la Société pourrait prendre dans l'avenir. Les estimations sont volatiles de par leur nature et font l'objet d'une surveillance continue de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Une analyse des estimations susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée ci-après :

#### i. Provisions pour créances douteuses et retours sur ventes

La direction examine ses clients et autres débiteurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et estime les soldes jugés irrécouvrables. Aux fins de cet examen, la direction doit poser des hypothèses et prendre en considération certains facteurs, comme les tendances historiques en matière de recouvrement et les comptes en souffrance, pour chaque client. Si les recouvrements futurs diffèrent des provisions estimées, le résultat futur sera touché.

La Société prévoit que la marchandise déjà vendue puisse être retournée par les clients. À cette fin, la Société a posé certaines hypothèses en se fondant sur le nombre de retours de marchandises prévu dans l'avenir.

#### ii. Évaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à prestations définies

Aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à prestations définies, la Société doit avoir recours à des données statistiques et à d'autres paramètres servant à prévoir les variations futures. Ces paramètres sont notamment le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu des actifs, le taux d'augmentation prévu de la rémunération, l'âge de la retraite des employés et les tables de mortalité. Si les hypothèses actuarielles s'avèrent sensiblement différentes des données réelles observées ultérieurement, il pourrait en résulter des modifications de la charge de retraite comptabilisée dans le bénéfice net ainsi que des actifs nets ou des passifs nets au titre de ces obligations présentés à l'état consolidé de la situation financière.

#### iii. Évaluation des stocks

L'estimation de l'incidence de certains facteurs sur la valeur réalisable nette des stocks, comme l'obsolescence et les pertes de stocks, nécessite un certain degré de jugement. Les quantités, l'âge et l'état des stocks sont mesurés et évalués périodiquement au cours de l'exercice.

#### iv. Provisions environnementales

Les provisions environnementales se rapportent à la valeur actuelle des dépenses futures estimées associées aux obligations de rétablissement de l'intégrité environnementale de certaines propriétés. Les dépenses environnementales futures sont estimées compte tenu de la méthode de remise en état et de l'ampleur des travaux prévues conformément aux exigences réglementaires, aux pratiques sectorielles, à la technologie actuelle et aux utilisations possibles du site. L'estimation du montant des dépenses environnementales futures est revue

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

## 2. Base d'établissement (suite)

périodiquement à la lumière des informations disponibles. L'établissement de la provision nécessite le recours à des estimations et à des hypothèses telles le montant estimé des dépenses futures de remise en état, la méthode de remise en état prévue, le taux d'actualisation et le calendrier estimé de remise en état. Consulter la note 11 pour plus de détails.

*Jugements critiques lors de l'application des politiques comptables :*

La Société n'a pas décelé de jugements critiques de la direction dans le processus d'application des politiques comptables pouvant avoir un impact important sur les montants inscrits dans les états financiers consolidés.

## 3. Principales méthodes comptables

### a) Normes comptables internationales, Avantages sociaux du personnel (IAS 19)

Les modifications aux IAS 19, Avantages sociaux du personnel comprennent l'élimination de la possibilité de différer les gains et pertes, améliorant les directives sur la mesure des actifs du régime et des obligations à prestations déterminées, simplifiant la présentation des charges dans les actifs et passifs découlant des régimes à prestations déterminées et introduisant les divulgations lors de l'adhésion aux régimes à prestations déterminées. Ces modifications entrent en vigueur pour les années financières débutant le 1er janvier 2013 ou par la suite. La Société a appliqué cette norme rétrospectivement au cours du premier trimestre de l'exercice courant se terminant le 30 novembre 2014. L'impact de l'adoption des modifications aux IAS 19R se résume comme suit :

#### États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars)

	Au 31 août 2013		
	Tel que présenté	Ajustements	Révisé
Actif au titre des régimes à prestations définies	1,981	(940)	1,041
Obligation au titre des régimes à prestations définies	972	694	1,666
Impôt sur le revenu différé	2,834	(441)	2,393
Résultats non distribués	109,177	(1,191)	107,986

#### États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars)

	Pour l'exercice clos le 31 août 2013		
	Tel que présenté	Ajustements	Révisé
Bénéfice avant impôts	7,314	(7)	7,307
Impôt sur le résultat	2,030	(2)	2,028
Bénéfice net	5,284	(5)	5,279
Autres éléments du résultat global	-	6,175	6,175

### IFRS 10 États financiers consolidés

L'IFRS 10, États financiers consolidés, remplace l'interprétation SIC-12, Consolidation – Entités ad hoc, et certaines sections de l'IAS 27, États financiers consolidés et individuels. La nouvelle norme reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme étant le principal facteur qui permet de déterminer si une entité doit être comprise ou non dans les états financiers consolidés d'une société. L'adoption de l'IFRS 10 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

### IFRS 13 Évaluation de la juste valeur

En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (« IFRS 13 »), qui prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard des actifs et passifs financiers et non financiers. La nouvelle norme unifie la définition de la juste valeur et présente également de nouveaux concepts, notamment ceux de l'« utilisation optimale » et du « marché principal » pour les actifs et passifs non financiers. La norme présente des exigences supplémentaires, notamment la présentation plus étoffée d'informations relativement à la juste valeur des instruments financiers dans les états financiers intermédiaires et annuels. La société a appliqué cette norme de manière prospective au premier trimestre de l'exercice finissant le 30 novembre 2014. L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés de la société.

### b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et les comptes des filiales, toutes entièrement détenues, qu'elle contrôle. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité de manière à tirer des avantages de ses activités. L'ensemble des transactions, soldes, produits et charges intersociétés sont éliminés à la consolidation.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

## 3. Principales méthodes comptables (suite)

### c) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'entendent des fonds en caisse et des placements très liquides dont la durée initiale est de trois mois ou moins.

### d) Stocks

Les stocks, qui comprennent les matières premières, les travaux en cours et les produits finis, sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des stocks comprend tous les coûts d'achat et les autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût des stocks est comptabilisé dans les charges lorsque la marchandise est vendue. Les dépréciations antérieures des stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation sont reprises en cas d'augmentation ultérieure de la valeur des stocks connexes.

### e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les subventions gouvernementales reçues relativement à des immobilisations corporelles sont portées en réduction du coût.

Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif, y compris les coûts directement attribuables à la mise en état de fonctionnement d'un actif en vue de son utilisation attendue et les coûts d'emprunt.

Lorsqu'une immobilisation corporelle est formée de composantes ayant des durées d'utilité différentes, le coût est réparti entre les différentes composantes amorties séparément.

Un profit ou une perte à la sortie ou à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, soit la différence entre le produit de la sortie et la valeur comptable de l'actif, est comptabilisé dans le bénéfice net au titre des frais de vente et des charges administratives et générales.

L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement dégressif, aux taux suivants :

Bâtiments	4% à 20%
Améliorations des cours	8% à 10%
Mobilier et équipement	4% à 20%
Équipement	4% à 20%
Matériel informatique	20%
Matériel roulant	30%

Les durées d'utilité estimées, les modes d'amortissement, les taux et les valeurs résiduelles sont réexaminés chaque fin d'exercice, l'incidence de toute modification étant comptabilisée de manière prospective.

### f) Contrats de location

La Société comptabilise un actif loué comme un contrat de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif lui sont transférés. L'actif est initialement comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué au commencement du contrat de location ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. La dette correspondante est inscrite à l'état consolidé de la situation financière en tant que passif financier au titre de la dette à long terme. Les actifs détenus aux termes de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue sur la même base que les actifs appartenant à la Société ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location.

Tous les autres contrats de location sont des contrats de location simple. Les loyers sont comptabilisés dans le bénéfice net selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

### g) Dépréciation

#### i) Actifs non financiers

À chaque date de clôture, la Société passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations corporelles pour déterminer s'il existe une indication de dépréciation. Lorsqu'une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin d'établir le montant de toute perte de valeur. Si la valeur recouvrable d'un actif individuel ne peut être estimée, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») dont fait partie l'actif. Lorsqu'une base d'affectation raisonnable, cohérente et permanente peut être déterminée, les actifs de support sont aussi affectés aux UGT; autrement, ils sont affectés au plus petit groupe d'UGT pour lequel une base d'affectation raisonnable, cohérente et permanente peut être déterminée.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lequel les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

---

### 3. Principales méthodes comptables (suite)

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif ou d'une UGT est inférieure à leur valeur comptable, la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement dans le bénéfice (la perte).

Lorsqu'une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT est portée au montant de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, mais sans dépasser la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée antérieurement pour l'actif ou l'UGT. Les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement dans le bénéfice (la perte).

#### ii) Actifs financiers

Les actifs financiers non comptabilisés à la juste valeur par le biais du bénéfice net sont passés en revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimé de façon fiable.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti (prêts et créances) correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte) et portées en diminution des prêts et créances dans un compte de correction de valeur. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement ultérieur, la diminution de la perte de valeur est reprise et le montant de la reprise est comptabilisé dans le résultat global (la perte).

#### h) Conversion des devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à cette date. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en devise fonctionnelle selon le taux de change en vigueur à la date à laquelle les diverses transactions ont lieu. Les produits et charges libellés en monnaie étrangère sont convertis en devises fonctionnelles au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de ces conversions sont pris en compte dans le coût des ventes dans le calcul du résultat global.

#### i) Comptabilisation des produits

Les produits tirés des activités liées à la transformation et à la distribution de produits ligneux et de bois d'œuvre, des services rendus, des stocks en consignation et des expéditions directes sont comptabilisés déduction faite des remises et des notes de crédit, à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

- i. La Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens soit lorsque le produit a atteint sa destination finale, soit lorsque le produit a été expédié de l'entrepôt, selon les modalités d'expédition convenues avec le client;
- ii. La Société ne continue pas à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- iii. Le montant de la vente peut être évalué de façon fiable;
- iv. Il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- v. Les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Les ventes sont comptabilisées déduction faite des rabais pour quantités et des retours sur ventes estimés, qui se fondent sur l'expérience passée, les tendances actuelles et d'autres facteurs connus.

#### j) Avantages postérieurs à l'emploi

##### a) Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies comprennent les régimes de retraite offerts par la Société et les régimes 408 Simple IRA (pour les salariés américains) ainsi que les régimes réglementés par les gouvernements fédéraux et Québec. La Société comptabilise les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle les salariés ont rendu les services qui leur donnent droit aux cotisations. La Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de verser des montants supplémentaires autres que ceux qui sont prévus aux termes des régimes.

##### b) Régimes à prestations définies

La Société comptabilise ses obligations au titre de ces régimes d'avantages sociaux aux employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite de l'actif du régime, lorsque les services sont rendus. La Société a établi divers régimes à prestations déterminées et a adopté les conventions suivantes :

- i. Le coût des prestations acquises par les employés est déterminé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations qui est basée sur la meilleure estimation de la direction sur la progression de salaire, sur l'âge de retraite des employés, sur le taux d'actualisation et sur les tables de mortalité. Les évaluations actuarielles sont réalisées par des actuaires indépendants à chaque date de fin d'année financière.
- ii. Aux fins du calcul des coûts du régime, les actifs sont comptabilisés à la juste valeur et l'intérêt sur le coût des services rendus est pris en compte dans le coût d'intérêt.
- iii. Les gains et pertes actuariels sont reconnus dans les autres éléments du résultat global à chaque période de divulgation.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

---

### 3. Principales méthodes comptables (suite)

- iii. Les coûts pour service passé découlant des modifications au régime sont comptabilisés immédiatement dans le résultat net dans la mesure où les prestations sont déjà acquises; sinon, ils sont amortis linéairement sur la durée moyenne restante jusqu'à ce que les prestations soient acquises.
- iv. Les régimes à prestations déterminées sont soumis à des exigences de financement minimales, ce qui pourrait générer, dans certains cas, un passif additionnel selon la norme d'IFRIC 14. Toute variation dans les passifs serait alors comptabilisée immédiatement dans le résultat net.

#### k) Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte), sauf lorsqu'ils se rapportent à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global. Dans un tel cas, l'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global, conformément au traitement comptable de l'élément auquel ils se rapportent.

La charge d'impôt sur le résultat de la Société est établie en fonction de règles et de règlements fiscaux qui peuvent donner lieu à des interprétations et nécessiter la formulation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient être remises en question par les autorités fiscales. L'impôt sur le résultat exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des exercices antérieurs. Les estimations de la Société relativement aux actifs et aux passifs d'impôt sur le résultat exigible sont réévaluées de façon périodique et ajustées lorsque les circonstances l'exigent, notamment lors de changements aux lois fiscales et aux directives administratives et de la résolution d'incertitudes par suite de la conclusion d'audits fiscaux ou de l'expiration des délais de prescription applicables selon les lois en vigueur. L'issue définitive des audits fiscaux gouvernementaux et d'autres événements peut s'écarter considérablement des estimations et hypothèses sur lesquelles la direction se fonde pour établir la charge d'impôt sur le résultat et évaluer les actifs et passifs d'impôt sur le résultat exigible.

L'impôt sur le résultat différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs inscrits à l'état consolidé de la situation financière et les bases fiscales correspondantes utilisées aux fins de l'impôt. Les actifs et passifs d'impôt sur le résultat différé sont calculés selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels il est prévu que les différences temporelles se résorberont ou seront réglées. L'incidence d'une modification des taux d'impôt sur les actifs et passifs d'impôt sur le résultat différé est prise en compte dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle la modification entre en vigueur, sauf dans la mesure où elle se rapporte à un élément comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres de la période considérée ou d'une période passée.

La Société ne compense les actifs et passifs d'impôt sur le résultat que si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Un actif d'impôt sur le résultat différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que la Société disposera d'un bénéfice imposable futur auquel ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt sur le résultat différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

Les actifs et passifs d'impôt sur le résultat différé sont comptabilisés en tant qu'actifs ou passifs non courants, sans égard à la date de réalisation ou de règlement attendue.

#### l) Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action se calcule en divisant le bénéfice net de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action se calcule en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour tenir compte du nombre d'actions supplémentaires émises découlant de l'exercice présumé des options sur actions, si elles ont un effet dilutif. Le nombre d'actions supplémentaires est calculé en présumant que le produit découlant de l'exercice des options ainsi que le montant de la rémunération fondée sur des actions non constatée, le cas échéant, servent à acheter des actions ordinaires au cours moyen de l'action pendant la période.

#### m) Régime d'options sur actions à l'intention du personnel

La valeur marchande à la date d'attribution des compensations payées en actions accordées aux employés est consignée comme une dépense d'emploi, avec une augmentation correspondante dans l'avoir des actionnaires, pendant la période où l'employé a acquis le droit inconditionnel aux attributions. Le montant consigné comme une dépense est ajusté afin de refléter le nombre d'attributions pour lesquelles les conditions de service et les conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché sont remplies. De cette façon, le montant finalement comptabilisé dans les dépenses dépend du nombre d'attributions respectant réellement les conditions de service et les conditions de performance autres que des conditions de marché à la date d'acquisition des droits. En ce qui concerne les attributions de compensations payées en actions, sans condition d'acquisition des droits, la valeur marchande à la date d'attribution de la compensation payée en actions est évaluée pour refléter ces conditions. Il existe une régularisation pour toute différence entre les résultats escomptés et les résultats réels.

#### n) Instruments financiers

Tous les instruments financiers doivent être classés dans l'une des cinq catégories suivantes, à savoir : les actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net, les placements détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et créances, les actifs financiers disponibles à la vente ou les

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

---

### 3. Principales méthodes comptables (suite)

autres passifs financiers. Tous les instruments financiers, y compris les dérivés, figurent à l'état de la situation financière et sont évalués à la juste valeur, exception faite des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins la dépréciation, et ajustés pour tenir compte des coûts de transaction. L'évaluation et la comptabilisation ultérieures des variations de la juste valeur des instruments financiers dépendent du classement initial de ceux-ci. Les instruments financiers classés en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net sont évalués à la juste valeur et tous les profits et pertes sont inclus dans le bénéfice net dans la période au cours de laquelle ils surviennent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci, autres que les pertes de valeur, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Lorsqu'un placement est décomptabilisé, le profit ou la perte cumulée dans les autres éléments du résultat global est transféré dans le bénéfice net.

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur le sont à l'aide de la hiérarchie de la juste valeur afin d'établir un ordre de priorité des données utilisées pour évaluer la juste valeur. Le niveau 1 de cette hiérarchie concerne les données observables telles que les prix cotés sur des marchés actifs, le niveau 2 a trait aux données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement et le niveau 3 se rapporte aux données non observables pour lesquelles aucune ou presque aucune donnée de marché n'existe; à cet effet, l'entité est donc tenue de formuler ses propres hypothèses.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie liés aux actifs sont arrivés à expiration ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Les actifs financiers et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et que la Société a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

La Société a établi le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les clients et autres débiteurs sont classés dans les prêts et créances.
- Les emprunts bancaires, les acceptations bancaires, découvert bancaire ainsi que les fournisseurs et autres créditeurs sont classés dans les autres passifs financiers.

#### *o) Dette ne portant pas intérêt*

La dette ne portant pas intérêt est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Lorsqu'un emprunt ne portant pas intérêt est obtenu, dans la mesure où il représente une subvention liée à un actif, la différence entre la juste valeur de l'emprunt et la contre-partie reçue est comptabilisée en soustrayant la subvention de la valeur comptable de l'actif correspondant; autrement, la différence est comptabilisée dans le bénéfice ou la perte.

#### *p) Coûts d'emprunt*

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs qualifiés, à savoir des actifs qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés, sont ajoutés au coût de ces actifs jusqu'à ce que les actifs se trouvent dans l'état nécessaire pour être exploités de la manière prévue par la direction. Lorsque la Société n'a pas de coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition d'actifs qualifiés, elle a recours à la moyenne pondérée des coûts d'emprunt. Les coûts d'emprunt ainsi ajoutés aux actifs qualifiés ne peuvent excéder les coûts d'emprunt engagés pendant la période correspondante.

Les produits tirés du placement temporaire de certains emprunts spécifiques en attendant qu'ils soient affectés à des actifs qualifiés sont déduits des coûts d'emprunt pouvant être inscrits à l'actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

#### *q) Provisions*

Des provisions sont comptabilisées si, du fait d'événements passés, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant inscrit à titre de provision représente la meilleure estimation de la contrepartie requise pour régler l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et incertitudes associés à cette obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

#### *i) Contrats déficitaires*

Une provision pour contrats déficitaires est calculée et comptabilisée lorsque la Société conclut un contrat pour lequel les coûts inévitables qu'elle devra engager pour satisfaire à ses obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages qu'elle s'attend à recevoir du contrat.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

---

### 3. Principales méthodes comptables (suite)

#### ii) Provisions environnementales

Les provisions environnementales se rapportent à la valeur actuelle des dépenses futures estimées associées aux obligations de rétablissement de l'intégrité environnementale de certaines propriétés. Les dépenses environnementales futures sont estimées compte tenu de la méthode de remise en état et de l'ampleur des travaux prévues conformément aux exigences réglementaires, aux pratiques sectorielles, à la technologie actuelle et aux utilisations possibles du site. L'estimation du montant des dépenses futures de remise en état est revue périodiquement à la lumière des informations disponibles. Le montant de la provision correspond à la valeur actuelle des dépenses de remise en état futures estimées actualisées selon un taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que charge financière, tandis que la révision des estimations des dépenses environnementales futures et des taux d'actualisation est inscrite dans les frais de vente et les charges administratives et générales à l'état consolidé du résultat global.

#### r) Subventions publiques

Les subventions publiques liées à des actifs amortissables, notamment les crédits d'impôt à l'investissement, sont comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière en réduction de la valeur comptable de l'actif connexe. Elles sont ensuite comptabilisées dans le bénéfice net, en tant que déduction de la charge d'amortissement, sur la durée d'utilité estimée de l'actif amortissable. Les autres subventions publiques sont comptabilisées dans le bénéfice net en tant que déduction de la charge connexe.

#### s) Présentation des dividendes et des intérêts payés dans les tableaux des flux de trésorerie

Les IFRS permettent la présentation des dividendes et des intérêts payés dans les activités opérationnelles ou les activités de financement, selon ce que l'entité juge pertinent. La Société a choisi de classer les dividendes payés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement et les intérêts payés dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

#### t) Charges financières

Les charges financières comprennent les charges d'intérêts sur les emprunts, la désactualisation des provisions et d'autres charges financières. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qualifié sont comptabilisés dans le bénéfice (la perte) selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### u) Normes IFRS publiées mais non encore entrées en vigueur

##### a. IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui établit des principes sur la présentation et la divulgation d'information sur la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude relativement aux produits et aux flux de trésorerie liés aux contrats avec des clients d'une entité. L'IFRS 15 a pour principe de base qu'une entité comptabilise les produits de manière à représenter le transfert des produits ou des services promis à des clients, selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits et services. L'IFRS 15 entrera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert le 2 janvier 2017, l'application anticipée étant autorisée. La société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés et n'a pas l'intention de l'adopter plus tôt.

##### b. IFRS, Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers. En novembre 2013, l'IASB a publié l'IFRS 9, Instruments financiers (2013), qui présente un nouveau modèle de comptabilité de couverture, ainsi que les informations correspondantes à fournir se rapportant aux activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de couverture constitue un changement significatif des exigences en matière de comptabilité de couverture. Il augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et permet aux entités de mieux dépendre leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers. La date d'entrée en vigueur obligatoire de cette norme a été reportée au 1er janvier 2018. La société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés et n'a pas l'intention de l'adopter plus tôt.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

### 4. Informations supplémentaires sur le résultat global

	30 novembre 2014 (15 mois) \$	31 août 2013 (12 mois) \$
Charge au titre des avantages du personnel	66 523	52 083
Dépréciation des stocks incluse dans le coût des ventes	75	205
Amortissement inclus dans le coût des ventes	1 483	926
Amortissement inclus dans les frais de vente et les charges administratives et générales	2 128	1 832
Charge liée aux paiements minimaux au titre de la location	6 067	5 147
Gains de change	(26)	(19)

### 5. Charges financières nettes

	30 novembre 2014 (15 mois) \$	31 août 2013 (12 mois) \$
Charge d'intérêts liée aux passifs financiers mesurés au coût amorti	1 766	1 165
Charge de désactualisation de la provision	57	45
Autres charges financières	1 005	734
Charges financières	2 828	1 944
Revenus financiers	(4)	(1)
Charges financières nettes	2 824	1 943

### 6. Clients et autres débiteurs

	30 novembre 2014 \$	31 août 2013 \$
Clients	60 273	72 603
Provision pour créances douteuses	(261)	(207)
	60 012	72 396
Autres débiteurs	579	442
	60 591	72 838

### 7. Stocks

	30 novembre 2014 \$	31 août 2013 \$
Matières premières et produits en cours	12 141	5 720
Produits finis	80 582	68 915
	92 723	74 635
Provision pour désuétude	(466)	(380)
	92 257	74 255

Le montant des stocks comptabilisé en charge au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2014 s'élevait à 462,8 millions \$ comparativement à 357,7 millions \$ pour les douze mois clos le 31 août 2013.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

### 8. Immobilisations corporelles

	Valeur comptable nette 31 août 2013	Additions	Dispositions	Amortissement	Valeur comptable nette 30 novembre 2014
	\$	\$	\$	\$	\$
Terrains	5 882	275	-	-	6 157
Bâtiments	16 115	2 182	(11)	(1 176)	17 110
Améliorations des cours	8 226	313	-	(856)	7 683
Mobilier et équipements	131	4	-	(33)	102
Équipement	3 669	1 983	(7)	(1 014)	4 631
Matériel informatique	536	151	-	(153)	534
Logiciel	300	17	-	(76)	241
Matériel roulant	563	324	(22)	(303)	562
	35 422	5 249	(40)	(3 611)	37 020

	30 novembre 2014		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur Comptable nette
	\$	\$	\$
Terrains	6 157	-	6 157
Bâtiments	34 342	17 232	17 110
Améliorations des cours	11 614	3 931	7 683
Mobilier et équipements	1 000	898	102
Équipement	23 384	18 753	4 631
Matériel informatique	2 970	2 436	534
Logiciel	680	439	241
Matériel roulant	5 649	5 087	562
	85 796	48 776	37 020

	Valeur comptable nette 31 août 2012	Additions	Subvention	Dispositions	Amortissement	Valeur comptable nette 31 août 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrains	5 882	-	-	-	-	5 882
Bâtiments	15 656	1 406	(50)	-	(897)	16 115
Améliorations des cours	8 524	413	-	-	(711)	8 226
Mobilier et équipements	157	6	-	-	(32)	131
Équipement	4 046	379	(50)	(3)	(703)	3 669
Matériel informatique	539	116	-	-	(119)	536
Logiciel	341	30	-	-	(71)	300
Matériel roulant	598	190	-	-	(225)	563
	35 743	2 540	(100)	(3)	(2 758)	35 422

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

### 8. Immobilisations corporelles (suite)

	31 août 2013		Valeur Comptable nette
	Coût	Amortissement cumulé	
	\$	\$	\$
Terrains	5 882	-	5 882
Bâtiments	32 180	16 065	16 115
Améliorations des cours	11 301	3 075	8 226
Mobilier et équipements	996	865	131
Équipement	21 423	17 754	3 669
Matériel informatique	2 819	2 283	536
Logiciel	663	363	300
Matériel roulant	5 392	4 829	563
	<b>80 656</b>	<b>45 234</b>	<b>35 422</b>

Il n'y a eu aucune dépréciation ou recouvrement enregistré au cours des exercices clos les 30 novembre 2014 et 31 août 2013. La Société a convenu d'une entente de financement avec le Ministère de l'Innovation, de l'Entreprise et du Développement Rural de la province de Terre-Neuve pour la construction de l'usine de traitement à Deer Lake, TN. L'entente de financement consiste à un remboursement des coûts admissibles jusqu'à une somme maximale de 250 000 \$. Les fonds octroyés ont été enregistrés comme un prêt sans intérêt de 150 000 \$, remboursable au cours des 3 prochaines années débutant en février 2014 et d'un prêt-subvention de 100 000 \$ «don». Le don a été comptabilisé dans les immobilisations corporelles et le prêt dans la dette à long terme, sa valeur comptable s'approchant de sa juste valeur.

### 9. Dette bancaire et dette à long terme

	30 novembre 2014	31 août 2013
	\$	\$
Emprunts bancaires	3 500	11 000
Acceptations bancaires	35 000	18 000
Découvert bancaire	4 599	5 169
	<b>43 099</b>	<b>34 169</b>

La Société a conclu une entente avec deux institutions financières canadiennes à l'égard de facilités de crédit totalisant 90 millions \$ et qui est renouvelable en mai 2015. Les fonds consentis en vertu de ces facilités de crédit portent intérêt au taux préférentiel majoré d'une prime et sont garantis par des hypothèques de premier rang sur les biens meubles de la Société. Au 30 novembre 2014, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives. La dette à long terme est constituée de 0,1 million \$CA de contribution du gouvernement à notre usine de Deer Lake sous forme de dette à long terme sans intérêt, remboursable sur 3 ans et venant à échéance en février 2017, et d'un billet à ordre non garanti de 0,8 million \$US remboursable sur 5 ans portant intérêts à 3,7 %.

### 10. Fournisseurs et autres créditeurs

	30 novembre 2014	31 août 2013
	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	18 343	20 198
Charges liées à la rémunération	4 828	5 694
Taxes de ventes à payer	2 608	3 565
	<b>25 779</b>	<b>29 457</b>

### 11. Provision

Le site St-André de la Société, situé au Québec, présente des signes persistants de contamination en surface provenant des activités de traitement antérieures, qui vont au-delà des exigences réglementaires existantes. La Société continue d'explorer des solutions de rechange de traitement du sol, comme les empilements biologiques et le traitement sur place du sol. La Société évalue continuellement les nouvelles technologies pour une remise en état du site. La direction, se basant sur les informations disponibles, juge la provision au 30 novembre 2014 comme suffisante pour couvrir les coûts devant être engagés à l'avenir.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

## 11. Provision (suite)

Étant donné la nature à long terme de ce passif, les coûts à engager constituent la plus grande incertitude dans l'estimation de la provision. Plus particulièrement, la Société a présumé que le site sera remis en état en utilisant les technologies et les matériaux actuellement disponibles. La Société a reçu une estimation raisonnable, qui reflète différentes hypothèses tenant compte de l'évolution de la technologie et du prix individuel des différents composants. La provision a été calculée à l'aide d'un taux d'actualisation de 5 %, et un taux d'inflation de 2 %. Les travaux de réhabilitation devraient être effectués progressivement au cours des 5 prochaines années.

Les changements de la provision ont été comme suit:

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Solde – au début de l'exercice	1 471	1 442
Changements dus :		
Révision des dépenses futures	(73)	18
Charge de désactualisation	57	45
Dépenses encourues	(3)	(34)
Solde – à la fin de l'exercice	1 452	1 471
Tranche à court terme	979	-
Tranche à long terme	473	1 471

Les changements d'estimations de dépenses futures représentent le résultat des révisions périodiques relatives aux hypothèses supportant la provision, incluant les dépenses de réhabilitation ainsi que les exigences réglementaires.

## 12. Capital social

### a) Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

	<b>30 novembre 2014</b>	31 août 2013
Nombre d'actions en circulation au début de l'exercice	8 506 554	8 508 354
Rachat d'actions	-	(1 800)
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	8 506 554	8 506 554

Le 16 février 2012, la Société a annoncé qu'elle avait reçu les approbations réglementaires requises pour rétablir son programme d'acquisition des actions ordinaires inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) pour la période s'échelonnant du 20 février 2012 au 19 février 2013 au plus tard. Au cours des 15 mois clos le 30 novembre 2014 aucune action n'a été rachetée. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2013, la Société a racheté 1 800 actions ordinaires au prix moyen de 7,80\$ par action pour une considération totale de 14 mille \$. L'excédent du prix de rachat sur la valeur assignée des actions rachetées de 12 mille \$ a été enregistré aux résultats non distribués. Ces actions ont ensuite été annulées. La société n'a pas renouvelé le programme au 19 février 2013.

### b) Régime d'options sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions permettant à ses administrateurs, dirigeants et employés de souscrire un maximum de 420 000 actions pouvant être émises. Selon le régime, le prix d'exercice des options correspond à la valeur de marché des actions de la Société au moment de l'octroi. Leur durée maximale est de cinq ans et les droits relativement aux options sont acquis sur une période de cinq ans à raison de 50 % après trois ans et la balance après cinq ans.

Aucune option n'a été émise au cours de l'exercice courant ni au cours de l'exercice précédent. Au 30 novembre 2014, 220 000 actions ordinaires ont été réservées dans l'intention d'accorder des options sur actions à des prix qui ne seront pas inférieurs à la valeur de marché des actions au moment de l'octroi.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

### 12. Capital social (suite)

#### c) Bénéfice net et dividende par action

Les calculs du bénéfice net par action de base et dilué et le dividende par action sont basés sur les éléments suivants :

	30 novembre 2014 (15 mois)	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Bénéfice net - De base et dilué	8 125	5 279
Dividendes	5 529	2 977
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, de base et dilué	8 506 554	8 506 704
Dividende par action	0.65	0,35

### 13. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts se détaille comme suit :

	30 novembre 2014 (15 mois)	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Exigibles	2 760	1 708
Différés	243	320
	3 003	2 028

La charge d'impôts sur les bénéfices est calculée au taux d'imposition réel, qui diffère du taux d'imposition de base des sociétés prescrit par la loi, comme suit :

	30 novembre 2014 (15 mois)	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Bénéfice avant l'impôt sur le résultat	11 128	7 307
Taux d'imposition prescrit par la loi (%)	26,7	26,6
Charge d'impôts sur le résultat selon les taux mentionnées ci-dessus	2 971	1 944
Augmentation résultant de ce qui suit :		
Différences permanentes	46	44
Écart du taux de renversement prévu versus le taux courant	9	40
Autres	(23)	-
	3 003	2 028

L'incidence fiscale des écarts temporaires qui donnent lieu à des tranches importantes du passif d'impôts sur le résultat différé se détaille comme suit :

	30 novembre 2014	31 août 2013
	\$	\$
Actif d'impôt sur le résultat différé		
Passif au titre des régimes à prestations définies	(73)	169
Provisions et autres	514	496
	441	665
Passif d'impôt sur le résultat différé		
Immobilisations corporelles	(2 976)	(3 058)
Montant net du passif d'impôt sur le résultat différé	(2 535)	(2 393)

Sur une base annuelle, la Société évalue la nécessité d'établir une provision pour moins-value relative à ses actifs d'impôt sur le résultat différé et, si elle juge qu'il est plus probable qu'improbable que ses actifs d'impôt sur le résultat différé ne seront pas matérialisés basés sur la génération de revenus imposables futurs, une provision pour moins-value est inscrite. Au 30 novembre 2014, il est plus probable qu'improbable que la Société réalisera ses actifs d'impôt sur le résultat différé par la génération de revenus imposables futurs.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

## 14. Avantages postérieurs à l'emploi

La Société possède de nombreux régimes de retraite offrant des prestations de retraite à la plupart de ses employés.

Le régime de retraite des employés horaires (régime horaire) est un régime de retraite hybride financé par les contributions de l'employeur et de ses membres. Les prestations déterminées sont basées sur les revenus de carrière moyens pour les années de service jusqu'au 30 avril 2008. Jusqu'à cette dernière date, il s'agissait simplement d'un régime à prestation déterminée, mais il a été modifié à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008 par l'introduction d'un élément de cotisation déterminée.

Le régime de retraite pour les employés salariés (régime des salariés) est un régime hybride financé par des contributions de l'employeur et des membres. Les prestations déterminées sont basées sur les années de service jusqu'au 31 mai 2007 et des revenus de fin d'emploi moyens calculés à la première de ces dates, soit celle de la retraite, soit celle de la cessation d'emploi, soit celle du décès. Il s'agissait d'un régime de prestations déterminées pure jusqu'au 31 mai 2007, mais il a été modifié à compter du 1<sup>er</sup> juin 2007 afin de fusionner le régime des cadres à celui des salariés et introduire un élément de cotisation déterminée.

Tous les employés ont cessé de cumuler des années de service en vertu de la portion de prestation déterminée du régime. En ce qui concerne l'élément de cotisations déterminées, la Société effectue une contribution égale à celle des employés.

### A. Régime de cotisation déterminée

La Société contribue à plusieurs régimes de cotisation déterminée et régime 408 Simple IRA (pour ses employés des É.-U.). Les charges de retraite en vertu de ces régimes sont égales aux cotisations de la Société. Ces charges pour l'exercice clos le 30 novembre 2014 sont de 1,8 million \$ (1,4 million \$ en 2013).

### B. Régime de prestation déterminée

Les plus récentes évaluations actuarielles aux fins de financement ont été déposées auprès des organismes de réglementation en matière de pension le 31 décembre 2012 pour les deux régimes. La prochaine évaluation actuarielle pour les deux régimes aux fins de financement sera effectuée au plus tard le 31 décembre 2013.

Les évaluations actuarielles complètes des obligations au titre des prestations constituées des régimes de retraite aux fins de comptabilité ont été préparées au 31 décembre 2012 pour les deux régimes et les résultats ont été extrapolés au 31 août 2013 sur la base des hypothèses applicables à cette date afin de déterminer la charge de retraite périodique nette pour la période allant du 1<sup>er</sup> Septembre 2012 au 30 novembre 2014. Par ailleurs, les évaluations actuarielles complètes des obligations au titre des prestations constituées des régimes de retraite aux fins de comptabilité ont été préparées au 31 décembre 2012 et les résultats ont été extrapolés au 30 novembre 2014 sur la base des hypothèses applicables à cette date afin de déterminer la situation de capitalisation des régimes de retraites au 30 novembre 2014.

La date d'évaluation des actifs et obligations du régime est le 30 novembre.

Les informations relatives aux régimes de retraite à prestations déterminées se présentent comme suit :

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>		
Solde au début de l'exercice	44 503	49 897
Intérêts débiteurs	2 594	1 959
Prestations versées	(2 525)	(1 846)
Perte actuarielle (Gain)	6 354	(5 507)
Solde à la fin de l'exercice	<b>50 926</b>	44 503

### Actifs des régimes :

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Juste valeur au début de l'exercice	43 878	39 343
Revenus d'intérêts	2 594	1 575
Cotisations de l'employeur	1 540	2 141
Prestations versées	(2 525)	(1 846)
Frais de gestions payés à partir des actifs des régimes	(297)	(243)
Rendement prévu des actifs des régimes	6 006	2 908
Juste valeur à la fin de l'exercice	<b>51 196</b>	43 878
Passif net	<b>270</b>	(625)

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013**  
**(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)**

**14. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)**

Le rendement réel des actifs des régimes était de 8,3 millions \$ en 2014 et 4,2 million \$ en 2013.

Les montants présentés ci-dessus relativement à l'obligation au titre des prestations constituées et à la juste valeur des actifs des régimes comprennent les montants suivants relativement aux régimes.

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées:		
Capitalisé	13 229	11 902
Partiellement capitalisé	37 697	32 601
Juste valeur des régimes		
Capitalisé	15 077	12 943
Partiellement capitalisé	36 119	30 935
Situation de capitalisation – Surplus (déficit)		
Capitalisé	1 848	1 041
Partiellement capitalisé	(1 578)	(1 666)

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs pour 2014, composé des liquidités versées par la Société à ses régimes de retraite capitalisés, était de 1,5 million \$ (2,1 million \$ en 2013). Sur la base des évaluations actuarielles aux fins de financement au 31 décembre 2013 la Société prévoit des contributions de 0,4 million \$ en 2015.

Les principales hypothèses actuarielles retenues par la Société sont les suivantes:

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	%	%
Obligation au titre des prestations constituées:		
Taux d'actualisation	4,05	4,80
Taux de croissance de la rémunération	3,00	3,00
Charge nette au titre des régimes		
Taux d'actualisation	4,80	4,00
Taux de croissance de la rémunération	3,00	3,00

Charge nette au titre des régimes :

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Intérêts débiteurs	2 594	1 959
Revenus d'intérêts	(2 594)	(1 575)
Frais de gestions payés	297	243
<b>Charge nette au titre des régimes</b>	<b>297</b>	<b>627</b>

La charge nette au titre des régimes est enregistrée au coût des marchandises vendues et aux frais de ventes et charges administratives et générales présentés à l'état consolidé du résultat global.

Composition des actifs des régimes par catégorie :

	<b>30 novembre 2014</b>	31 août 2013
	%	%
Titres de capitaux propres	60	56
Titres de créance	40	44

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

### 14. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

#### Historique des déficits et des gains et pertes liés à l'expérience;

	30 novembre 2014 (15 mois) \$	31 août 2013 (12 mois) \$
Prestations constituées	50 926	44 503
Juste valeur des régimes	51 196	43 878
Surplus (Déficit)	270	(625)
Gains (pertes) liés à l'expérience des passifs des régimes * :		
Montant	(289)	(75)
Pourcentage des passifs des régimes	0%	0%

\* Excluant l'impact des changements d'hypothèses

Un changement 1 % du taux d'actualisation n'aura pas un impact significatif sur la charge de retraite.

### 15. Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

	30 novembre 2014 (15 mois) \$	31 août 2013 (12 mois) \$
Variation des éléments sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement		
Clients et autres débiteurs	12 247	10 245
Stocks	(18 002)	(10 519)
Charges payées d'avance	182	58
Fournisseurs et autres créditeurs	(3 687)	481
	(9 260)	265

#### Transactions sans effet sur la trésorerie

La Société a réalisé des activités d'investissements n'ayant aucun effet sur la trésorerie et qui ne sont donc pas reflétés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. La Société a acquis des immobilisations corporelles pour lesquels un montant de 61 mille \$ demeurait impayé au 30 novembre 2014 (52 mille \$ au 31 août 2013). Au cours de l'exercice, les immobilisations corporelles incluaient un coût de 109 mille \$ et une dépréciation accumulée de 69 mille \$, vendus pour un montant de 54 mille \$.

### 16. Information sectorielle

La Société dirige ses opérations dans un seul secteur d'activité. Les revenus proviennent de la vente de différents produits du bois et les charges d'exploitation sont gérées à l'échelle de l'entreprise.

Le chiffre d'affaires de la Société provient de clients situés au Canada dans une proportion approximative de 85 % (89 % en 2013), de clients situés aux États-Unis dans une proportion approximative de 9 % (6 % en 2013) et de clients situés dans d'autres marchés dans une proportion approximative de 6 % (5 % en 2013). La presque totalité des immobilisations corporelles de la Société est située au Canada.

### 17. Instruments financiers et gestion du risque financiers

#### Gestion du risque

La Société est exposée à des risques financiers qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change ainsi que de la volatilité de ces taux. La Société a recours aux instruments financiers en vue de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change et ne détient ni n'émet aucun instrument financier à des fins spéculatives.

#### Risque lié au financement et risque de liquidité

La Société obtient du financement à court terme auprès de deux banques à charte canadiennes. La Société exerce ses activités avec une dette à long terme négligeable au 30 novembre 2014. Advenant une baisse prononcée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société pourrait avoir recours à ces facilités.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013**  
**(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)**

**17. Instruments financiers et gestion du risque financiers (suite)**

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2014 s'établissent comme suit :

Passifs financiers	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 6 mois	De 6 à 36 mois
Dette bancaire	43 099	43 099	43 099	-
Fournisseurs et autres créditeurs	25 779	25 779	25 779	-
Dette à long terme	921	921	114	807
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>69 799</b>	<b>69 799</b>	<b>68 992</b>	<b>807</b>

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 août 2013 s'établissent comme suit :

Passifs financiers	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 0 à 6 mois	De 6 à 36 mois
Dette bancaire	34 169	34 169	34 169	-
Fournisseurs et autres créditeurs	29 457	29 457	29 457	-
Dette à long terme	150	150	38	112
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>63 776</b>	<b>63 776</b>	<b>63 664</b>	<b>112</b>

*Risque de taux d'intérêt*

La Société détient une facilité de crédit renouvelable pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les frais d'intérêts de cette facilité de crédit dépendent du taux préférentiel des banques canadiennes et américaines. L'augmentation de ce taux aura, le cas échéant, une incidence défavorable sur la rentabilité de la Société. La direction ne croit pas que la fluctuation des taux d'intérêt aura une incidence importante sur ses résultats d'exploitation. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur la dette bancaire de 43,1 million \$ accroîtrait annuellement les dépenses d'intérêt de 0,4 million \$.

*Risque de change*

La Société peut conclure des contrats de change à terme pour couvrir certains créditeurs et, à l'occasion, des engagements d'achats futurs libellés en dollars US, en euros et en livres sterling. Certains risques d'évaluation existent en fonction de la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar US, à l'euro et à la livre sterling. La Société, grâce à la diversification de sa clientèle et de son offre de produits ainsi qu'à l'expansion de ses marchés, réduit les risques associés à certains secteurs d'activité. Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2014, la Société n'a pas utilisé de contrats de change. Par conséquent, il n'y avait aucun contrat de change en cours au 30 novembre 2014. Une variation de 5 % du dollar canadien par rapport aux monnaies étrangères n'aurait pas d'incidence significative sur le bénéfice net de la Société. Au 30 novembre 2014, la Société était exposée au risque de change par l'intermédiaire des éléments suivants :

**Actifs et passifs financiers mesurés à leurs coûts amortis  
(en milliers de dollars)**

	Dollars US	Livres sterlings	Euros
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 002	154	14
Clients et autres débiteurs	9 138	575	-
Fournisseurs et autres créditeurs	(4 039)	(37)	(51)
Dette à long terme	(706)	-	-
<b>Exposition nette</b>	<b>5 395</b>	<b>692</b>	<b>(37)</b>
Taux de change du \$CA au 30 novembre 2014	1,1440	1,7890	1,4232
<b>Impact sur le bénéfice net en fonction d'une fluctuation de 5 %</b>	<b>219</b>	<b>44</b>	<b>(2)</b>

*Risque de crédit*

La Société est exposée à un risque de crédit de la part de ses clients. En s'assurant d'une composition diversifiée de sa clientèle, ce risque est atténué en réduisant le montant auquel la Société est exposée envers l'un ou l'autre de ses clients. De plus, la Société utilise un système de gestion du crédit pour limiter le risque de pertes dues à l'insolvabilité ou à une faillite d'un de ses clients. Elle a également recours à l'assurance-crédit dans le cas des clients étrangers afin de réduire les pertes dues aux créances irrécouvrables dans les pays étrangers. Finalement, la Société a adopté une politique de crédit qui définit les conditions de crédit devant être respectées par ses clients. Des limites précises de crédit sont établies pour chaque client et sont régulièrement révisées. Les comptes clients de plus de 60 jours dépassant leurs termes de paiement

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013**  
**(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)**

**17. Instruments financiers et gestion du risque financiers (suite)**

représentent 2,4 % (1,5 % au 31 août 2013) du total des clients et autres débiteurs au 30 novembre 2014. Les changements dans les provisions pour mauvaises créances s'établissent comme suit :

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	<b>207</b>	221
Provisions	<b>153</b>	353
Radiation de créances douteuses	<b>(99)</b>	(367)
Solde à la fin de l'exercice	<b>261</b>	207

En se basant sur la tendance historique de paiement, les renseignements actuels en matière de crédit et l'expérience disponible, la Société croit qu'à l'exception de ce qui précède, aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire en ce qui concerne les clients et autres débiteurs échus ou non échus. La Société ne possède de contrat à long terme avec aucun de ses clients. Les contrats de distribution attribués annuellement peuvent être révoqués. Un seul client contribue pour plus de 10 % aux ventes totales de la Société. Le total des ventes attribuables à ce client, représentant principalement divers produits de bois, s'élevait environ à 66,0 millions \$ ou 10,8% au 30 novembre 2014 comparativement à 60,0 millions \$ ou 12,4% pour l'année financière close le 31 août 2013. La perte d'un client important pourrait avoir un impact majeur sur les résultats, l'exploitation et sur la santé financière de la Société.

*Juste valeur*

La juste valeur des éléments d'actif et de passif correspond approximativement aux montants auxquels ces éléments pourraient être échangés dans le cadre d'une opération entre parties compétentes agissant en pleine connaissance de cause. La juste valeur est fondée sur l'information disponible sur le marché. En l'absence d'une telle information, elle est estimée à l'aide de techniques d'actualisation de la valeur et d'hypothèses concernant le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation compte tenu du niveau approprié de risque lié aux instruments. La juste valeur estimative pourrait différer du montant qui serait obtenu advenant le règlement immédiat des instruments. La valeur comptable des comptes de trésoreries et équivalents de trésoreries, comptes clients et autres débiteurs, dette bancaire, fournisseurs et autres créateurs, et dette à long terme se rapproche de leur juste valeur.

**18. Gestion du capital**

Les objectifs de la Société sont les suivants :

1. Maintenir sa souplesse financière afin de préserver sa capacité à respecter ses obligations financières;
2. Maintenir un ratio dette/équité faible pour préserver sa capacité à poursuivre sa stratégie de croissance interne;
3. Maintenir les ratios financiers selon les exigences requises;
4. Fournir un rendement adéquat à ses actionnaires.

La Société définit son capital comme l'avoir des actionnaires et ses dettes à long terme. L'avoir des actionnaires comprend le montant payé de capital action pour les actions émises, entièrement payées et libérées plus les résultats non distribués calculés sur une base consolidée selon IFRS. Les dettes à long terme comprennent les dettes bancaires réduites de tout montant de trésorerie ou équivalent de trésorerie. La capitalisation représente la somme des dettes et de l'avoir des actionnaires.

La Société gère sa structure de capital et effectue des ajustements en fonction des changements des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la Société peut ajuster le montant de dividendes payés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou racheter des actions en vertu du cours normal d'offre de l'émetteur, acquérir ou vendre des actifs afin d'améliorer sa performance et flexibilité financière ou retourner le capital aux actionnaires. L'utilisation première du capital par la Société est pour financer des augmentations du fonds de roulement et des dépenses en capital pour augmenter sa capacité de production. La Société finance ces besoins à même le fonds de roulement provenant de l'exploitation et de ses facilités de crédit d'exploitation.

La Société doit respecter certains engagements relatifs à ses ententes de crédit. Ces engagements comprennent des exigences relatives à la valeur nette tangible minimum, un ratio du fonds de roulement et un ratio de couverture de remboursement des dettes. La Société vérifie ces ratios mensuellement. La Société respecte présentement toutes les exigences relatives au capital imposées par des intervenants externes. Sauf pour ces engagements en vertu des ententes de crédit, la Société n'a pas à respecter d'autres exigences relatives au capital imposées par des intervenants externes.

Les objectifs et la stratégie financière de la Société sont demeurés relativement inchangés au cours des années. Ces objectifs et cette stratégie financière sont jugés conservateurs et sont révisés annuellement. La Société croit que ces ratios se situent dans des limites raisonnables, en tenant compte de sa taille relative et de ses objectifs de gestion du capital.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013**  
**(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)**

**18. Gestion du capital (suite)**

Pour les périodes clos le 30 novembre 2014 et 31 août 2013, la Société a réalisé les résultats suivants eus égard à ses objectifs de gestion du capital :

<b>Gestion du capital</b>	<b>Au 30 novembre 2014</b>	<b>Au 31 août 2013</b>
Ratio de la dette sur le capital	<b>25,0 %</b>	19,9 %
Rendement sur l'avoir des actionnaires	<b>6,8 %</b>	4,5 %
Ratio du fonds de roulement	<b>2,2</b>	2,3
Ratio de couverture de la dette	<b>1,7</b>	1,7

Pour la Société, le ratio de la dette sur le capital représente la dette consolidée sur capitaux propres total. Le ratio de couverture de la dette comprend le bénéfice net plus l'amortissement et intérêts débiteurs divisé par le remboursement du capital, intérêts et loyers.

**19. Engagements et passifs éventuels**

*Engagements*

Au 30 novembre 2014, les paiements de location minimaux futurs au titre des contrats de location simple à long terme visant des bureaux, des entrepôts, des véhicules, des parcs à bois et des équipements s'établissent comme suit :

	<b>\$</b>
Au plus tard d'ici 1 an	<b>4 987</b>
Plus de 1 an mais moins de 5 ans	<b>8 578</b>
Plus de 5 ans	<b>3 765</b>
	<b><u>17 330</u></b>

*Passifs éventuels*

La Société est partie à des réclamations qui sont contestées dans le cours normal des activités et qui concernent principalement des biens endommagés et des problèmes de qualité ou de transport. Le montant des réclamations actuellement contestées ou examinées s'élève à environ 0,2 million \$. Selon la direction, le règlement de ces réclamations n'aura pas une incidence défavorable significative sur la situation financière, le bénéfice ou les flux de trésorerie de la Société.

**20. Opérations entre parties liées**

Le terme « partie liée » englobe ici les principaux membres de la direction et autres parties liées décrits ci-dessous. À moins d'indication contraire, aucune opération entre parties liées n'est régie par des caractéristiques, modalités et garanties particulières. Les soldes sont généralement réglés en espèces. Les opérations entre la société mère et sa filiale qui sont des parties liées ont été éliminées dans la consolidation. Ces opérations et les soldes n'apparaissent pas dans cette note. Le détail de ces opérations effectuées dans le cadre normal des affaires entre la Société et des parties liées est présenté ci-dessous.

**Opérations commerciales**

Au cours de l'exercice 2014, les entités de la Société n'ont conclu aucune opération commerciale avec des parties liées non membres de la Société.

**Autres opérations avec des parties liées**

Jarislowsky Fraser Ltée, une société détenue par un membre du Conseil, a fourni des services administratifs pour les régimes de retraite de la Société pour lesquels les régimes de retraite ont déboursé 123 mille \$ en frais de gestion pour l'exercice au 30 novembre 2014 (87 mille \$ au 31 août 2013). Ces sommes représentent une allocation adéquate des coûts engagés par les diverses fonctions administratives. Ces opérations ont lieu dans le cours normal des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange des considérations établis et convenus dans l'accord contractuel entre les parties liées.

**Prêts à des parties liées**

Aucun cadre dirigeant, cadre supérieur, administrateur ou parties liées à ces personnes n'a contracté de dette auprès de la Société.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Des exercices de 15 mois clos le 30 novembre 2014 et 12 mois clos le 31 août 2013

(les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les montants par action.)

---

### 20. Opérations entre parties liées (suite)

#### Rémunération du personnel de direction

Le personnel de direction comprend les membres du conseil d'administration, les cadres supérieurs et les cadres dirigeants. Le tableau suivant présente la rémunération des cadres et autres membres de la direction au cours de l'exercice clos le :

	<b>30 novembre 2014 (15 mois)</b>	31 août 2013 (12 mois)
	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	<b>3 218</b>	2 356
Avantages postérieurs à l'emploi	<b>242</b>	152
	<b>3 460</b>	2 508

### 21. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers courants.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

**Claude Garcia \*/\*\***  
*Président du Conseil*

**G. Douglas Goodfellow \*\***  
*Secrétaire du Conseil*  
*Goodfellow inc.*

**Stephen A. Jarislowsky \*/\*\***  
*Administrateur*  
*Associé Jarislowsky Fraser & Co. Ltée*

**Normand Morin \*/\*\***  
*Président du comité de vérification*

**David A. Goodfellow**  
*Administrateur*

**R. Keith Rattray**  
*Administrateur*

\* Membre du comité de vérification

\*\* Membre du comité de rémunération exécutif

### DIRIGEANTS

---

**Denis Fraser, ing., MBA**  
*Président et*  
*Chef de la direction*

**G. Douglas Goodfellow**  
*Secrétaire du conseil*

**Pierre Lemoine, CPA, CMA**  
*Vice-président,*  
*Chef de la direction financière*

**Mary Lohmus**  
*Vice-présidente exécutive,*  
*Ontario et Ouest du Canada*

**Harold Sheepwash**  
*Vice-président,*  
*Industriel et Marchandises ouvrées*

**Patrick Goodfellow**  
*Vice-président,*  
*Bois Franc*

**Rose Ann Loranger**  
*Vice-présidente,*  
*Pin*

**Luc Pothier**  
*Vice-président,*  
*Opérations*

**Robert Perron**  
*Vice-président,*  
*Manufacturiers*

**David Warren**  
*Vice-président,*  
*Atlantique*

**Gerry McDonald**  
*Vice-président*  
*Québec*

### COMITÉ DE DIRECTION

---

Denis Fraser \*  
Pierre Lemoine \*  
Mary Lohmus \*  
Luc Pothier \*

G. Douglas Goodfellow  
Robert Perron \*  
Harold Sheepwash \*  
Rose Ann Loranger \*

David Warren \*  
Patrick Goodfellow \*  
Gerry McDonald \*

\* Membre du comité exécutif

### AUTRES INFORMATIONS

---

**Siège social**  
225, rue Goodfellow  
Delson (Québec) J5B 1V5  
Tél.: 450-635-6511  
Télééc. : 450- 635-3730

**Avocats**  
Bernier Beaudry  
Québec (Québec)

**Vérificateurs**  
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.  
Montréal (Québec)

**Agent de transfert et registraire**  
Services aux investisseurs  
Computershare inc., Montréal (Québec)

**Titre**  
Bourse de Toronto  
Symbole : GDL

**Filiale**  
Goodfellow Distribution Inc.



# BUREAUX DE VENTE & CENTRES DE DISTRIBUTION

## CANADA

### DELSON, QUÉBEC

**Siège Social,**  
Bureau de vente,  
centre de distribution  
et centres d'usinage  
225, rue Goodfellow  
Delson, QC J5B 1V5  
Tél.: 450-635-6511  
Télé.: 450-635-3730

### DARTMOUTH, N.-É.

Bureau de vente et  
centre de distribution  
20 Vidito Drive  
Dartmouth, N.-É. B3B 1P5  
Tél.: 902-468-2256  
Télé.: 902-468-9409

### CALGARY, ALBERTA

Bureau de vente,  
centre de distribution  
et centre d'usinage  
Bay 11 - 5375, 50<sup>th</sup> Street S.E.  
Calgary, AB T2C 3W1  
Tél.: 403-252-9638  
Télé.: 403-252-9516

### TERRE-NEUVE OUEST & CENTRE

Bureau de vente et  
centre de distribution  
et centre d'usinage  
4 Wellon Drive  
Deer Lake, T.N.L. A8A 2G5  
Tél.: 709-635-2991  
Télé.: 709-635-3079

### TERRE-NEUVE EST

31 Cypress Street  
St-Johns, T.N.L. A1H 0H8  
Tél.: 709-740-0017  
Télé.: 709-364-3954

## ÉTATS-UNIS

### MANCHESTER, NEW HAMPSHIRE

Bureau de vente et  
Centre de distribution  
368 Pepsi Road  
Manchester, NH 03109  
Tél.: 603-623-9811  
Télé.: 603-623-9484

### CAMPBELLVILLE, ONTARIO

Bureau de vente,  
centre de distribution  
et centre d'usinage  
P.O. Box 460  
9184 Twiss Road  
Campbellville, ON L0P 1B0  
Tél.: 905-854-5800  
Télé.: 905-854-6104

### MONCTON, N.-B.

Bureau de vente et  
centre de distribution  
660 Edinburgh Drive  
Moncton, N.-B. E1E 4C6  
Tél.: 506-857-2134  
Télé.: 506-859-7184

### EDMONTON, ALBERTA

Bureau de vente et  
centre de distribution  
11128, 158<sup>e</sup> rue  
Edmonton, AB T5M 1Y4  
Tél.: 780-469-1299  
Télé.: 780-469-1717

### RICHMOND, BRITISH COLUMBIA

Bureau de vente et  
centre de distribution  
2060 Van Dyke Place  
Richmond, C.-B. V6V 1X9  
Tél.: 604 940-9640  
Télé.: 604-940-9641

### SASKATOON, SASKACHEWAN

Bureau de vente et  
centre de distribution  
802 58th Street East  
Saskatoon, SK S7K 5Z4  
Télé. : 306-242-9977  
Télé.: 306-242-9997

### QUÉBEC, QUÉBEC

Bureau de vente et  
centre de distribution  
5100, rue John Molson  
Québec, QC G1X 3X4  
Tél. 418-650-5100  
Télé.: 418-650-0171

### OTTAWA, ONTARIO

Bureau de vente et  
centre de distribution  
3091 Albion Road North  
Ottawa, ON K1V 9V9  
Tél.: 613-244-3169  
Télé.: 613-244-0488

### WINNIPEG, MANITOBA

Bureau de vente et  
centre de distribution  
1361 Border, Unit #9  
Winnipeg, MB R3H 0N1  
Tél.: 204-779-3370  
Télé.: 204-779-3314

### Usines également à :

Elmsdale, N.-É.  
Tremblant, QC  
Trois-Rivières, QC  
Drummondville, QC

## ROYAUME-UNI

### U.K. DISTRIBUTION

Bonc Farm House  
Llwynmawr  
Llangollen, Clwyd  
UK LL207BJ  
Tél.: 44-1-691718872  
Télé.: 44-1-691718436





# Notre Offre diversifiée



Terrasse



Panneaux



Bois



Isolation et  
Insonorisation



Revêtement



Toiture



Plancher



Spécialités

